

Art. 85. Vóór artikel 32 van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk VIII ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk VIII Slot-, overgangs- en opheffingsbepalingen ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde*

Art. 86. In artikel 2, § 2 van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde, worden, na het woord « inclusief » de woorden « voor de studenten met een handicap » ingevoegd.

TITEL IV. — *Slotbepalingen*

Art. 87. Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2018-2019 met uitzondering van artikel 56 dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 2018 en de artikelen 11, 14 en 17 die vanaf het academiejaar 2019-2020 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 februari 2019.

De Minister-President en Minister belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 728-1. Commissieamendementen, nr. 728-2.- Commissieverslag nr. 728-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 728-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 728-5.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 6 februari 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/40588]

7 FEVRIER 2019. — Décret spécial portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret spécial, il faut entendre par :

1° « enseignement organisé par la Communauté » : tout l'enseignement organisé par la Communauté française, excepté l'enseignement universitaire, l'enseignement à distance et les centres de dépaysement et de plein air ;

2° « zone » : division organisationnelle de WBE organisée sur une base territoriale ;

3° « loi du 29 mai 1959 » : loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

4° « décret transparence » : décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française ;

5° « établissement » : institution d'enseignement organisé par la Communauté y compris les centres psycho-médico-sociaux.

L'emploi dans le présent décret spécial des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé, auprès du Gouvernement, un organisme public doté de la personnalité juridique, sous la dénomination « Wallonie Bruxelles Enseignement », ci-après en abrégé « WBE ».

WBE est l'organisme public autonome auquel la Communauté française délègue, en tant que pouvoir organisateur de l'enseignement, les compétences visées au présent décret, conformément à l'article 24, § 2, de la Constitution.

Il exerce ses compétences dans le respect des décrets qui lui sont applicables en sa qualité de pouvoir organisateur, notamment celles qui, dans les lois, décrets et règlements adoptés avant l'entrée en vigueur du présent décret et qui n'auraient pas été adaptés en tenant compte du présent décret, sont attribuées au Gouvernement, au ministre compétent ou aux agents des services du Gouvernement au titre des compétences de pouvoir organisateur.

Il possède toutes les prérogatives et attributions d'un pouvoir organisateur, nécessaires ou utiles à l'exercice de ses missions. Il peut notamment constituer d'autres personnes morales ou prendre des participations en capital si elles sont utiles à l'exercice de ses missions de pouvoir organisateur.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, à partir du 1^{er} janvier 2020, les Conseils d'administration des Hautes Écoles et les directeurs des Écoles Supérieures des Arts exercent la compétence de désigner à titre temporaire et de nommer à titre définitif les membres de leur personnel enseignant. Les directeurs des Écoles Supérieures des Arts confient le mandat des conférenciers.

Avant le 1^{er} janvier 2020, les procédures de désignation à titre temporaire et de nomination à titre définitif des membres du personnel enseignant des Hautes Écoles, actuellement fixées dans le décret du 24 juillet 1997, sont adaptées par un décret voté à la majorité ordinaire en vue de l'exécution de l'alinéa 1^{er}.

Avant le 1^{er} janvier 2020, les procédures de désignation à titre temporaire et de nomination à titre définitif des membres du personnel enseignant des Écoles Supérieures des Arts, et la procédure pour confier un mandat de conférencier, actuellement fixées dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) sont adaptées par un décret voté à la majorité ordinaire en vue de l'exécution de l'alinéa 1^{er}.

Art. 3. À moins que le présent décret spécial n'y déroge le décret transparence est applicable à WBE.

Art. 4. Les niveaux administratifs de l'enseignement organisé par la Communauté sont :

1° WBE

2° les établissements.

WBE est structuré à deux niveaux :

1° le niveau central ;

2° le niveau zonal pour l'enseignement organisé par la Communauté en dehors des Hautes Écoles et des Écoles Supérieures des Arts et le niveau du Collège réuni de l'Enseignement supérieur pour l'enseignement organisé par la Communauté dans les Hautes Écoles et les Écoles Supérieures des Arts.

TITRE II. — L'ORGANISATION DE WBE

CHAPITRE I^{er}. — LE NIVEAU CENTRAL

Section I^{re}. — Le Conseil WBE

Sous-section I^{re}. — Composition

Art. 5. § 1^{er}. Le Conseil WBE est composé de dix-huit administrateurs jouissant de leurs droits civils et politiques :

1° six administrateurs sont désignés par le Parlement de la Communauté française ;

2° deux administrateurs sont désignés par le Parlement wallon en raison de leur expertise dans les compétences de la Région wallonne ;

3° un administrateur est désigné par le Parlement de la Commission communautaire française en raison de son expertise dans les compétences de la COCOF ;

4° sept administrateurs représentant les catégories visées au paragraphe 3, alinéa 2, sont élus par un collège constitué des membres des Conférences de zone et du Collège réuni de l'Enseignement supérieur ;

5° un membre de l'association des représentants de parents de l'enseignement officiel ;

6° un représentant des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire.

Les administrateurs visés à l'alinéa 1^{er} 1°, 2° et 3° sont nommés à la proportionnelle des groupes politiques reconnus au sein de leur assemblée respective en application de la méthode D'Hondt.

Les administrateurs sont élus ou désignés pour la durée de la législature dans les quatre mois qui suivent le renouvellement du Parlement.

Le mandat des administrateurs expire le jour de la désignation de leurs successeurs.

Le Conseil WBE compte au moins un tiers de membres de chaque sexe.

Le Conseil WBE ne peut être composé majoritairement de membres du personnel enseignant ou directeur des établissements de WBE.

Le Conseil WBE est présidé par un Président élu au sein des administrateurs visés à l'alinéa 1^{er}, 1°. Il a voix prépondérante.

§ 2. Si, en application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, un des groupes politiques reconnus représentés au sein du Parlement ne dispose pas d'un administrateur au sein du Conseil WBE, il y est représenté par un observateur désigné par le Parlement.

Parmi les administrateurs élus en application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, deux sont domiciliés sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et quatre sur le territoire de la région de langue française.

§ 3. Chacun peut se porter candidat à la représentation de la catégorie dont il est issu dans le cadre de l'élection visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°.

Les catégories visées à l'alinéa 1^{er} sont les suivantes :

1° les Hautes Écoles et l'enseignement supérieur artistique ;

2° l'enseignement de promotion sociale ;

3° l'enseignement fondamental et secondaire spécialisé ;

4° l'enseignement fondamental et secondaire obligatoire.

Le collège constitué des membres des Conférences de zone et du Collège réuni de l'Enseignement supérieur élit un administrateur parmi les candidats de la catégorie visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, un administrateur parmi les candidats de la catégorie visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, un administrateur parmi les candidats de la catégorie visée à l'alinéa 1^{er}, 3° et quatre administrateurs parmi les candidats de la catégorie visée à l'alinéa 1^{er}, 4°. »

Art. 6. Dans le cas où, en cours de législature, un groupe politique reconnu ne posséderait plus d'administrateurs en suffisance en vertu de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, le Parlement concerné procède, à la demande de ses représentants, en son sein, à la désignation du nombre requis d'administrateurs.

En cas d'absence ou d'empêchement prolongé de plus de trois mois d'un administrateur désigné par le Parlement, le Parlement concerné peut mettre fin à son mandat et le remplacer dans le respect des conditions de représentation prévues à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o.

Lorsque l'un des administrateurs visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, se trouve dans l'impossibilité de continuer à exercer son mandat, il est succédé par celui qui, lors de la dernière élection, était le mieux classé sur la liste des candidats non élus de sa catégorie.

Lorsque l'un des administrateurs visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o, se trouve dans l'impossibilité de continuer à exercer son mandat, l'auteur de sa désignation désigne son remplaçant.

Les successeurs achèvent le mandat de leur prédécesseur. »

Art. 7. La qualité d'administrateur est incompatible avec :

1^o la qualité de membre d'un gouvernement, de secrétaire d'État du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et avec la qualité de membre d'un cabinet ministériel ;

2^o la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale ;

3^o la qualité de gouverneur de province ou d'arrondissement administratif, de commissaire d'arrondissement et de député provincial ;

4^o la qualité de titulaire d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de C.P.A.S et avec la qualité de membre du cabinet de l'un de ces mandataires ;

5^o la qualité de membre du personnel de l'Administration générale de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française, des services de l'Inspection et du Pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux ;

6^o l'exercice de toute fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel en raison de l'exercice de la fonction ou de la détention d'intérêts dans une société, une institution, une organisation ou un pouvoir organisateur exerçant une activité en matière d'enseignement ou de formation professionnelle en concurrence directe avec celles de WBE ;

7^o l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ;

8^o la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de WBE ;

9^o la qualité de membre d'une Conférence de zone ou du Collège réuni de l'Enseignement supérieur ;

10^o la qualité de responsable, de mandaté permanent ou de délégué permanent d'une organisation syndicale qui défend les intérêts professionnels du personnel enseignant. »

Art. 8. L'Administrateur général WBE siège avec voix consultative au Conseil WBE. Il peut s'y faire accompagner par toute personne qu'il désigne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, s'y faire remplacer par un membre du personnel de l'organisme WBE.

Siège avec voix consultative au Conseil WBE toute personne invitée en qualité d'expert.

Sous-section II. — Statut des administrateurs

Art. 9. Chaque administrateur s'engage à respecter la Charte de l'administrateur WBE qu'il signe lors de son installation. Son élection ne sort ses effets qu'à la date de cette signature. La Charte de l'administrateur WBE, qui définit les engagements qui doivent être respectés dans l'exercice du mandat, fait l'objet d'un arrêté du Gouvernement, qui reprend en annexe le contenu de la Charte.

La Charte de l'administrateur WBE devra comprendre au moins les engagements suivants :

1^o le respect de la légalité, du contrat de gestion et de manière plus générale l'exécution des missions de service public de WBE, dans le souci constant de garantir le caractère public et neutre de l'enseignement organisé par la Communauté française;

2^o le respect des intérêts de WBE et de la Communauté française dans l'exercice des missions de pouvoir organisateur qui sont déléguées à WBE par ou en vertu du présent décret spécial, ces intérêts prévalant en toutes circonstances sur les intérêts personnels directs ou indirects de l'administrateur;

3^o la surveillance du fonctionnement efficace des organes de WBE ;

4^o la prise en compte des attentes légitimes de tous les partenaires de WBE (élèves, étudiants, parents, membres du personnel, établissements d'enseignement, fournisseurs et créanciers) ;

5^o le respect des règles préventives et répressives en matière de délit d'initié ;

6^o le développement propre des compétences professionnelles dans l'exercice de sa mission.

Le Gouvernement et le Parlement reçoivent copie des chartes signées par les administrateurs.

Art. 10. En cas de faute ou de négligence grave dans l'exercice de leur mandat, en cas d'acte ou de comportement incompatible avec l'exercice de celui-ci, en cas d'absence sans justification à plus de trois réunions au cours d'une même année, ainsi qu'en cas de violation d'une des dispositions de la Charte de l'administrateur WBE, un ou plusieurs administrateurs peuvent être révoqués par le Parlement à tout moment, sur proposition motivée du Conseil WBE ou à la demande du Gouvernement, formulées après audition du ou des intéressés.

En cas d'atteinte grave à l'intérêt général, à la mission de service public de WBE ou au contrat de gestion, le Gouvernement peut, six mois après avoir mis le Conseil WBE en demeure, proposer la révocation de l'ensemble des administrateurs au Parlement qui en délibérera et prendra une décision à ce sujet.

Le ou les membres révoqués ne sont pas rééligibles.

Sous-section III. — Compétences

Art. 11. § 1^{er}. Le Conseil WBE exerce toutes les compétences de pouvoir organisateur de la manière établie par le présent décret.

§ 2. Le Conseil WBE peut transmettre au niveau zonal ou au Collège réuni de l'Enseignement supérieur les compétences de pouvoir organisateur qui ne lui sont pas réservées par le paragraphe 3. Il veille à ce que, progressivement, chacune des compétences de pouvoir organisateur soit transmise, au sein de WBE, au niveau le plus efficient et à une répartition équilibrée des moyens nécessaires à la mise en œuvre des décisions des zones et du Collège réuni de l'Enseignement supérieur.

À partir du 1^{er} janvier 2020 et au plus tard le 31 août 2020, le Conseil WBE aura transmis l'exercice des compétences de pouvoir organisateur suivantes :

1° au niveau zonal :

- a) la désignation des membres du personnel des établissements ;
- b) les décisions de collaborations inter-réseaux.

2° au Collège réuni de l'Enseignement supérieur :

- a) la détermination des orientations de la politique générale des Hautes Écoles et des Écoles Supérieures des Arts et la définition des actions prioritaires communes en tenant compte des contraintes pédagogiques, juridiques, administratives et financières, s'agissant notamment des partenariats entre établissements, de la cohérence de l'offre de formation, de la gestion globale des infrastructures et de la communication ;
- b) l'organisation des partenariats avec l'enseignement obligatoire, universitaire et de promotion sociale ;
- c) la formulation de propositions d'adoption et de modifications de décrets et arrêtés régissant l'organisation de l'enseignement organisé par la Communauté dans les Hautes Écoles et les Écoles Supérieures des Arts ;

À défaut, il sera réputé l'avoir fait.

§ 3. Les compétences suivantes de pouvoir organisateur sont réservées au Conseil WBE :

1° l'approbation du contrat de gestion visé à l'article 36 et ses modifications ;

2° la formulation de la proposition de statut du personnel de l'organisme WBE et ses modifications ;

3° dans le cadre des compétences de pouvoir organisateur de WBE et sans préjudice de la compétence du Collège réuni de l'Enseignement supérieur, l'adoption et la modification des règles arrêtées par le Gouvernement en matière d'organisation de l'enseignement organisé par la Communauté. Les règles fixées par le Conseil WBE sont publiées au *Moniteur belge* ;

4° la formulation de la proposition de désignation et de révocation de l'administrateur général dans le respect des procédures fixées par ou en vertu du présent décret spécial ;

5° l'approbation du budget et des comptes annuels de WBE ;

6° la fixation du cadre du personnel de l'organisme WBE ;

7° la création et la modification des zones ;

8° la coordination générale des différents niveaux administratifs de l'enseignement organisé par la Communauté ;

9° sans préjudice des compétences du Collège réuni de l'Enseignement supérieur, la coordination générale de l'offre d'enseignement et les synergies entre l'enseignement obligatoire, l'enseignement supérieur et l'enseignement de promotion sociale ;

10° sans préjudice des compétences du Collège réuni de l'Enseignement supérieur, le pilotage général de l'offre et de la programmation de l'enseignement et de la collaboration avec les autres réseaux d'enseignement.

Sous-section IV. — Fonctionnement

Art. 12. Le Conseil WBE élit un président et deux vice-présidents.

Le Président et l'un des vice-présidents sont élus parmi les administrateurs visés à l'article 5, § 1^{er}, 1°. Ils tirent leur mandat de groupes politiques reconnus différents.

L'autre vice-président est élu parmi les administrateurs visés à l'article 5, § 1^{er}, 4°.

Le président et les vice-présidents désignent chacun un suppléant parmi les membres du Conseil WBE.

Le président, les vice-présidents et l'administrateur général forment un bureau, chargé de l'instruction des dossiers à présenter au Conseil WBE et des missions que lui délègue ce dernier. »

Art. 13. Le Conseil WBE se réunit sur convocation de son président, soit à son initiative, soit chaque fois qu'au moins un quart des administrateurs en fait la demande écrite.

Le Conseil WBE ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente.

Sans préjudice de règles de majorité différente prévues par le présent décret spécial, les décisions du Conseil WBE sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 14. Le Conseil WBE établit un règlement organique qui détermine le mode selon lequel il exerce ses attributions. Il est publié au *Moniteur belge*.

Il comprend notamment les règles minimales suivantes :

1° l'organisme public agit par ses organes de gestion et les membres de ces organes ne contractent aucun engagement personnel relatif aux engagements de ceux-ci ;

2° les administrateurs forment un collège mais dans les cas justifiés par l'urgence et par l'intérêt social, et dans la mesure où le règlement du Conseil WBE le permet, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime et écrit des administrateurs.

Cette procédure ne peut toutefois pas être utilisée pour l'adoption dudit règlement, la désignation du Président et des Vice-Présidents, pour l'arrêt des comptes annuels, pour l'utilisation du capital ou pour tout autre cas que le règlement du Conseil WBE entendrait excepter ;

3° une procédure d'information du Conseil WBE et des commissaires du Gouvernement en cas de conflit d'intérêts dans le chef d'un des administrateurs, ainsi que la possibilité pour WBE d'agir en nullité des décisions prises en violation de cette disposition lorsque l'autre partie avait ou devait avoir connaissance de cette circonstance ;

4° les administrateurs sont personnellement et solidairement responsables lors qu'une décision prise en application des principes définis au 3° leur a procuré ou a procuré à l'un d'entre eux un avantage financier abusif au détriment de l'organisme public ;

5° dans quelle mesure et à quelles conditions une dépense engagée par l'un des administrateurs, dans l'exercice de ses fonctions, peut être remboursée par WBE, ainsi que l'établissement, par chacun des administrateurs, d'un rapport annuel reprenant les dépenses qu'il a engagées dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 15. Le Conseil WBE transmet au plus tard le 30 septembre au Gouvernement et au Parlement un rapport annuel d'activités de l'année civile précédente.

Ce rapport indique notamment les mesures prises par WBE pour remplir ses missions de pouvoir organisateur, les objectifs du contrat de gestion et du plan de développement ainsi que les perspectives d'avenir.

Ce rapport comprend obligatoirement un volet relatif à la mise en œuvre de l'article 11, § 2.

Ce rapport fait également état de l'application des mesures visant à promouvoir la participation équilibrée de femmes et d'hommes dans les organes de WBE et de la répartition, en termes de genre, des mandats occupés.

Le rapport annuel d'activités est accessible sur simple demande.

Section II. — L'Administrateur général WBE

Sous-section I^{re}. — Statut de l'administrateur général WBE

Art. 16. Le Conseil WBE intègre la fonction d'administrateur général dans le cadre du personnel de l'organisme WBE.

Art. 17. Sur proposition du Conseil WBE, le Gouvernement désigne l'administrateur général WBE, dans le respect de la procédure suivante :

1° le Gouvernement arrête le profil de fonction de l'administrateur général sur proposition du Conseil WBE. Le profil de fonction comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs généraux à atteindre ;

2° le Gouvernement lance un appel à candidatures au *Moniteur belge* et par toute voie de publication adéquate ;

Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet de gestion par chaque candidat ;

3° un collège de quatre experts externes désignés par le Conseil WBE, remet à ce dernier un avis sur chaque candidature dans un délai d'un mois ;

4° après avis de ce collège, le Conseil WBE présélectionne au maximum trois candidats, dans un délai d'un mois et procède à leur audition, selon les modalités qu'il détermine ;

5° le Conseil WBE remet sa proposition au Gouvernement dans le mois de la dernière audition ;

6° le Gouvernement désigne l'administrateur général dans les deux mois de la réception de la proposition du Conseil WBE.

Art. 18. § 1^{er}. Le mandat de l'administrateur général WBE vient à échéance le 30 juin de l'année qui suit l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

L'administrateur général WBE cesse de plein droit d'exercer ses fonctions à l'échéance ainsi fixée. Toutefois, en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire à cette échéance, le mandat en cours est prolongé jusqu'à la désignation de son successeur.

§ 2. L'administrateur général est évalué à mi-mandat et en fin de mandat entre le douzième et le sixième mois avant l'arrivée à échéance du mandat. Cette évaluation est réalisée par un collège de quatre experts indépendants désignés par le Parlement. Elle est ensuite avalisée par le Conseil WBE.

En cas d'évaluation défavorable, le Gouvernement délibère sur le maintien de l'administrateur général WBE dans ses fonctions ou sa révocation après l'avoir entendu.

Dans le cas où l'évaluation en fin de premier mandat est favorable, le Gouvernement peut renouveler le mandat de l'administrateur général WBE sortant dans les deux mois de la proposition du Conseil WBE en ce sens.

Art. 19. Sans préjudice de l'article 18, le Gouvernement révoque l'administrateur général WBE sur avis conforme du Conseil WBE statuant à la majorité des deux tiers et émis après que le Conseil WBE a entendu l'intéressé.

Sous-section II. — Compétences

Art. 20. L'administrateur général WBE assiste le Conseil WBE.

Il exécute les décisions du Conseil WBE sous son contrôle et lui rend compte selon les modalités qu'il fixe et au moins trimestriellement de l'exécution de celles-ci.

Il dirige le personnel de l'organisme WBE.

Il assume la gestion journalière de WBE. A ce titre, il peut accomplir tous les actes conservatoires, tous les actes d'exécution des décisions prises par Conseil WBE, de même que les actes qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'ils entraînent pour WBE, ne présentent pas un caractère exceptionnel ni ne représentent un changement de politique administrative et constituent l'expédition des affaires courantes de WBE.

Il assume toute autre mission qui lui est déléguée par le Conseil WBE.

Section III. — Les directeurs généraux et le comité de direction

Sous-section I^{re}. — Les directeurs généraux

Art. 21. Le Conseil WBE intègre les fonctions de directeur général dans le cadre du personnel de l'organisme WBE. Il en arrête le nombre, les fonctions et les attributions sur proposition de l'administrateur général WBE.

Art. 22. Les directeurs généraux sont désignés par le Conseil WBE dans le respect de la procédure suivante :

1° sur proposition de l'Administrateur général, le Conseil WBE arrête le profil de fonction et la lettre de mission de chaque fonction de directeur général. Cette lettre comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs à atteindre ;

2° pour chaque fonction de directeur général, le Conseil WBE lance un appel à candidature interne et externe publié au *Moniteur belge* par toute voie de publication adéquate. Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet de gestion par chaque candidat ;

3° pour chaque fonction de directeur général, un collège composé de l'administrateur général et de quatre experts externes désignés par le Conseil WBE, remet au bureau visé à l'article 12, alinéa 2, un avis sur chaque candidature, dans un délai d'un mois ;

4° pour chaque fonction de directeur général, après avis du collège visé au 3°, le bureau visé à l'article 12, alinéa 2, soumet une présélection de maximum trois candidats au Conseil WBE ;

5° pour chaque fonction de directeur général, le Conseil WBE désigne un directeur général dans le mois de la réception de la présélection des candidats.

Art. 23. § 1^{er}. Le mandat de directeur général vient à échéance le 30 septembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Le directeur général cesse de plein droit d'exercer ses fonctions à l'échéance ainsi fixée. Toutefois, en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire à cette échéance, le mandat en cours est prolongé jusqu'à la désignation d'un successeur.

§ 2. Le directeur général est évalué à mi-mandat et en fin de mandat entre le douzième et le sixième mois avant l'arrivée à échéance du mandat. Le directeur général est évalué par un collège composé de l'administrateur général et de quatre experts externes désignés par le Conseil WBE.

En cas d'évaluation défavorable, le Conseil WBE délibère sur le maintien du directeur général dans ses fonctions ou sa révocation après l'avoir entendu.

Dans le cas où l'évaluation en fin de mandat est favorable, le Conseil WBE peut renouveler le mandat du directeur général sortant.

Art. 24. Un directeur général ne peut être révoqué que par décision de deux tiers des membres du Conseil WBE et après avoir été entendu par celui-ci.

Sous-section II. — Le comité de direction

Art. 25. Les directeurs généraux font partie, avec l'administrateur général, du Comité de direction WBE.

Le Comité de direction WBE assiste l'administrateur général dans la coordination de la mise en œuvre du contrat de gestion et dans l'exécution des décisions du Conseil WBE.

CHAPITRE II. — LE NIVEAU ZONAL POUR L'ENSEIGNEMENT ORGANISÉ PAR LA COMMUNAUTÉ EN DEHORS DES HAUTES ÉCOLES ET DES ÉCOLES SUPÉRIEURES DES ARTS

Section I^{re}. — Dispositions générales

Art. 26. Excepté pour les Hautes Écoles et les Écoles Supérieures des Arts, il est créé un niveau zonal au sein de WBE.

Le niveau zonal est composé d'une conférence de zone, d'un coordinateur et autres fonctions prévues au cadre, ainsi que d'un comité de direction de zone.

Le niveau zonal est chargé de l'exercice des compétences qui lui sont transmises en exécution de l'article 11, § 2.

Section II. — Le Coordinateur de zone et le Comité de direction de zone

Sous-section I^{re}. — Le Coordinateur de zone

Art. 27. Le Conseil WBE intègre la fonction de coordinateur de zone dans le cadre du personnel de l'organisme WBE. Il en arrête les fonctions et les attributions sur proposition de l'administrateur général.

La fonction de coordinateur de zone est la plus haute fonction administrative au sein de la zone. Elle est créée au sein de chaque zone sous l'autorité hiérarchique de l'administrateur général et du comité de direction. Le coordinateur de zone coordonne et met en œuvre le contrat de gestion et exécute les décisions du Conseil WBE au niveau zonal.

Sous-section II. — Le Comité de direction de Zone

Art. 28. Le coordinateur de zone fait partie du Comité de direction de Zone dont la composition est fixée par le Conseil WBE.

Le Comité de direction de la zone assiste le coordinateur de zone dans la coordination de la mise en œuvre du contrat de gestion et dans l'exécution des décisions du Conseil WBE au niveau zonal.

Section III. — La Conférence de Zone

Art. 29. Une Conférence de zone composée de douze membres est instaurée au sein de chaque zone :

1° huit membres représentent les établissements d'enseignement situés sur le territoire de la zone ;

2° un membre désigné par les associations de parents des établissements de WBE ;

3° trois membres sont cooptés par les membres visés au 1° et au 2°, deux en raison de leur expertise pédagogique et un en raison de son expertise en matière de formation professionnelle.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, sont élus par les directeurs des établissements de la zone au prorata de la population scolaire des différents types et niveaux d'enseignement. Un membre au moins est issu des centres psycho-médico-sociaux. Les candidats se portent candidats à la représentation de l'un des types d'enseignement organisé dans la zone.

Art. 30. La conférence de zone rend des avis sur des questions intéressant le ressort de sa zone à la demande du Coordinateur de zone, du Conseil WBE ou de sa propre initiative.

CHAPITRE III. — *LE NIVEAU DU COLLÈGE RÉUNI POUR L'ENSEIGNEMENT ORGANISÉ PAR LA COMMUNAUTÉ DANS LES HAUTES ÉCOLES ET LES ÉCOLES SUPÉRIEURES DES ARTS ORGANISÉES PAR LA COMMUNAUTÉ*

Le Collège réuni de l'Enseignement supérieur

Art. 31. § 1^{er}. Il est créé un Collège réuni de l'Enseignement supérieur au sein de WBE.

Le Collège réuni de l'Enseignement supérieur est composé des directeurs-présidents des Hautes Écoles et des directeurs des Écoles Supérieures des Arts.

Le Collège réuni de l'Enseignement supérieur adopte son règlement d'ordre intérieur. Il prévoit que le Collège réuni de l'Enseignement supérieur se réunit au minimum deux fois par an et est co-présidé par un directeur-président des Hautes Écoles et un directeur des Écoles Supérieures des Arts. La durée du mandat est fixée dans le règlement d'ordre intérieur. Il est soumis à l'approbation du Conseil WBE.

L'Administrateur général de WBE y siège avec voix consultative.

§ 2. Le Collège réuni de l'Enseignement supérieur est chargé de l'exercice des compétences qui lui sont transmises en exécution de l'article 11, § 2.

Il rend des avis sur des questions intéressant directement l'Enseignement supérieur à la demande du Conseil WBE ou de sa propre initiative.

§ 3. Dans le cadre de l'exercice de ses missions, le Collège réuni de l'Enseignement supérieur peut solliciter l'avis du Collège des directeurs-présidents visés à l'article 79 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles et du Collège des directeurs visé à l'article 34^{duodécies} du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).

CHAPITRE IV. — *LE PERSONNEL DE L'ORGANISME WBE*

Art. 32. Le Gouvernement fixe le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'organisme WBE sur proposition du Conseil WBE.

Art. 33. Le Conseil WBE organise, sur proposition de l'administrateur général, les procédures d'appel à candidatures et de sélection du personnel.

Art. 34. WBE peut avoir recours à du personnel contractuel afin :

1^o de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2^o de remplacer des agents en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service, quand la durée de cette absence implique un remplacement et dont les modalités sont fixées dans le statut;

3^o d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques dont la liste est arrêtée par le Gouvernement;

4^o de pourvoir à l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour les tâches à exécuter.

Art. 35. Les titulaires de fonctions soumises à mandat par le présent décret spécial sont recrutés sous le régime de statutaire temporaire.

CHAPITRE V. — *CONTRAT DE GESTION*

Art. 36. § 1^{er}. Le Conseil WBE et la Communauté française concluent un contrat de gestion. Le 30 septembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement, le Gouvernement sollicite l'avis du Parlement sur les éléments constitutifs du prochain contrat de gestion, tels qu'il les propose dans une note d'intention détaillée.

Le 30 novembre qui suit, le Parlement remet son avis au Gouvernement.

Le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement, l'administrateur général de WBE désigné consécutivement à la mise en œuvre de l'article 18, § 1^{er}, transmet au Gouvernement un projet de contrat de gestion.

Le Gouvernement finalise le contrat de gestion avec WBE en tenant compte de l'avis du Parlement.

§ 2. Le contrat de gestion arrive à échéance le 30 juin de la deuxième année qui suit l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Si à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas conclu, le contrat de gestion en cours est prorogé de plein droit pendant un an. Au terme de la prorogation si un nouveau contrat de gestion n'est pas conclu, le Gouvernement arrête pour un an un plan de gestion renouvelable une seule fois.

§ 3. L'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion visée à l'article 17, § 3 du décret transparence intervient en même temps que le rapport annuel visé à l'article 15.

CHAPITRE VI. — *LES MOYENS ET LA GESTION FINANCIÈRE*

Art. 37. WBE bénéficie, outre les moyens et ressources prévus dans des décrets spécifiques, d'une dotation annuelle permettant de couvrir l'ensemble de ses frais de fonctionnement propres et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion.

Art. 38. La dotation visée à l'article 37 est composée des montants suivants :

1° un montant de 10.000.997 euros permettant de couvrir l'ensemble des frais généraux propres à WBE et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion, à l'exception des frais de personnel liés à la mise en œuvre de l'article 63 et du coût des infrastructures administratives de WBE ;

2° un montant complémentaire fixé par le Gouvernement correspondant aux coûts salariaux au moment du transfert, majorés de 17%, des membres du personnel transférés en exécution de l'article 63 ;

3° au terme des transferts visés au deuxième alinéa de l'article 63, § 2, un montant complémentaire fixé par le Gouvernement pour couvrir le coût des infrastructures administratives de WBE. Ce montant ne peut excéder 2 545 658 euros.

À partir de l'année 2021, le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, ne peut excéder 41.137.500 euros.

À partir de l'année 2020, les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 3° sont liés à la fluctuation de l'indice des prix à la consommation.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 2° et le montant visé à l'alinéa 2 sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, de l'évolution des barèmes tel que prévu par le statut adapté par le Gouvernement, l'évolution de la charge de retraite des pensions statutaires des OIP, le changement de statut administratif des membres du personnel, tant que le contrat de gestion ne règle pas les modalités d'évolution de la dotation.

Art. 39. § 1^{er}. WBE peut recevoir des dons, legs, les dividendes et recettes, sous quelque forme que ce soit, de personnes physiques ou des personnes morales, le produit de l'aliénation de biens meubles et immeubles, ainsi que percevoir d'autres recettes ou subventions.

§ 2. WBE peut contracter des emprunts pour financer des dépenses en vue de l'acquisition, la location ou l'entretien de biens immobiliers.

La Communauté peut octroyer sa garantie aux emprunts souscrits.

Le contrat de gestion détermine les modalités de conclusion des emprunts.

§ 3. Les établissements et WBE effectuent tous les transferts financiers nécessaires à l'exécution de leurs missions.

Art. 40. Sans préjudice des dispositions du présent décret, la gestion financière de WBE est assurée conformément à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de cette loi, selon les règles applicables aux organismes de la catégorie B ou aux dispositions décrétales portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française qui s'y substitueraient.

Dans sa gestion financière, WBE peut reporter tout solde éventuel de ses comptes à l'année budgétaire suivante.

TITRE III. — LES ÉTABLISSEMENTS

Art. 41. WBE met des services de support à la disposition des établissements. Les établissements y recourent aux conditions et selon les modalités fixées par WBE.

Des compétences peuvent leur être déléguées par WBE.

TITRE IV. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES

Art. 42. Dans le titre 6 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles, il est inséré un chapitre I intitulé « Collège des directeurs-présidents ».

Art. 43. Dans le chapitre I inséré par l'article 42, il est inséré un article 79 rédigé comme suit :

« Art. 79. Il est institué un Collège des directeurs-présidents des Hautes Écoles composé des directeurs-présidents des Hautes Écoles.

Le Collège des directeurs-présidents des Hautes Écoles :

1° est un lieu d'échange de bonnes pratiques et de recherche de solutions à des problématiques de gestion communes aux Hautes Écoles ;

2° rend des avis au Collège réuni de l'Enseignement supérieur visé à l'article 31 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté, d'initiative ou à sa demande.

Le Collège des directeurs-présidents des Hautes Écoles adopte son règlement d'ordre intérieur. Il prévoit qu'il se réunit au minimum deux fois par an ».

Art. 44. Dans la partie II du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), il est inséré un titre II bis intitulé « Collège des directeurs ».

Art. 45. Dans le titre II bis inséré par l'article 44, il est inséré un article 34^{duodecies} rédigé comme suit :

« Art. 34^{duodecies}. Il est institué un Collège des directeurs des Écoles Supérieures des Arts composé des directeurs des Écoles Supérieures des Arts.

Le Collège des directeurs des Écoles Supérieures des Arts :

1° est un lieu d'échange de bonnes pratiques et de recherche de solutions à des problématiques de gestion communes aux Écoles Supérieures des Arts ;

2° rend des avis au Collège réuni de l'Enseignement supérieur visé à l'article 31 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté, d'initiative ou à sa demande.

Le Collège des directeurs des Écoles Supérieures des Arts adopte son règlement d'ordre intérieur. Il prévoit qu'il se réunit au minimum deux fois par an ».

Art. 46. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'État établissant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'État, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1, le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « qui n'ont pas rendu, pendant 240 jours au moins, » sont remplacés par les mots « qui ont rendu, pendant 1 à 239 jours » ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « qui ont rendu pendant 1 jour au moins des services dans l'enseignement organisé de la Communauté française et » sont insérés entre les mots « sont classés tous les candidats » et les mots « qui remplissent toutes les conditions » ;

4° dans le paragraphe 1^{er}, il est inséré un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Dans le quatrième groupe sont classés tous les candidats qui n'ont rendu aucun service dans l'enseignement organisé de la Communauté française » ;

5° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre » ;

6° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « qui n'ont pas rendu, pendant 240 jours au moins, » sont remplacés par les mots « qui ont rendu, pendant 1 à 239 jours » ;

7° dans le paragraphe 2, alinéa 4, les mots « qui ont rendu pendant 1 jour au moins des services dans l'enseignement organisé de la Communauté française et » sont insérés entre les mots « sont classés tous les candidats » et les mots « qui remplissent toutes les conditions » ;

8° dans le paragraphe 2, il est inséré un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Dans le quatrième groupe sont classés tous les candidats qui n'ont rendu aucun service dans l'enseignement organisé de la Communauté française et qui remplissent toutes les conditions visées à l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, à l'exception du point 5 » ;

9° dans le paragraphe 3, alinéa 1, le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre » ;

10° dans le paragraphe 3, alinéa 3, les mots « qui n'ont pas rendu, pendant 240 jours au moins, » sont remplacés par les mots « qui ont rendu, pendant 1 à 239 jours » ;

11° dans le paragraphe 3, alinéa 4, les mots « qui ont rendu pendant 1 jour au moins des services dans l'enseignement organisé de la Communauté française et » sont insérés entre les mots « sont classés tous les candidats » et les mots « qui remplissent toutes les conditions » ;

12° dans le paragraphe 3, il est inséré un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Dans le quatrième groupe sont classés les candidats qui n'ont rendu aucun service dans l'enseignement organisé de la Communauté française et qui remplissent toutes les conditions visées à l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, à l'exception du point 5 ».

Art. 47. Dans l'article 3 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « et troisième groupes » sont remplacés par les mots « , troisième et quatrième groupe » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « du troisième groupe » sont remplacés par les mots « des troisième et quatrième groupes » ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, il est inséré un alinéa 6 rédigé comme suit :

« Les candidats du troisième groupe ont priorité sur les candidats du quatrième groupe » ;

4° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas aux candidats des quatrième groupes ».

Art. 48. Dans l'article 5 du même arrêté, les mots « le 30 avril » sont insérés entre les mots « est arrêté » et les mots « sur base du ».

Art. 49. Dans l'article 21 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel des services d'inspection chargés de la surveillance de ces établissements, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Pour les candidats des quatrième groupes visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, l'avis indique que les candidatures peuvent être posées jusqu'à la veille du nouvel appel aux candidats publié au cours du mois de janvier en application de l'alinéa 1^{er} ».

Art. 50. Dans l'article 26 du même arrêté dont le texte actuel devient le paragraphe 1^{er}, il est inséré un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les membres des quatrième groupes visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité sont désignés à titre temporaire par le Ministre sur avis conforme du chef d'établissement.

Le chef d'établissement formule son avis dans les cinq jours ouvrables de la réception des candidatures en tenant compte des titres et mérites des candidats et de l'adéquation de leur profil au projet pédagogique de l'établissement.

Dans l'hypothèse où le Ministre est saisi de plusieurs avis conformes relatifs à la même candidature, il procède à la désignation à titre temporaire du candidat dans l'établissement dont le siège est le plus proche du domicile du candidat ».

Art. 51. Dans le paragraphe 1^{er} de l'article 26bis du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 2° rédigé comme suit :

« 2° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 5, du même arrêté royal dans l'ordre chronologique inverse de leur désignation et, à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement » ;

2° les 1^obis, 1^oter et 1^oquater deviennent respectivement les 3°, 4° et 5° ;

3° il est inséré un 6° rédigé comme suit :

« 6° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 5, du même arrêté royal dans l'ordre chronologique inverse de leur désignation et, à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement » ;

4° les 2°, 2^obis et 2^oter deviennent respectivement les 7°, 8° et 9° ;

5° il est inséré un 10° rédigé comme suit :

« 10° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 5, du même arrêté royal dans l'ordre chronologique inverse de leur désignation et, à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement » ;

6° les 2^o *quater*, 2^o *quinquies*, 3^o, 3^o *bis*, 3^o *ter*, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o, 11^o, 12^o et 13^o deviennent respectivement les 11^o, 12^o et 13^o, 14^o, 15^o, 16^o, 17^o, 18^o, 19^o, 20^o, 21^o, 22^o, 23^o, 24^o et 25 ;

7° dans le paragraphe 2, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application des alinéas 1^{er} et 3, il est d'abord mis fin, au sein de la zone où le rappel à l'activité ou le complément de charge est effectué, aux prestations des temporaires titulaires d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie, puis dans l'ordre chronologique inverse de la désignation et à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement des temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 5, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, puis dans l'ordre inverse du classement dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 4, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 3, puis des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 2, puis dans l'ordre chronologique inverse de la désignation et à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement des temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 5, puis dans l'ordre inverse du classement dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 4, puis dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 3, et enfin dans le premier groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 2, puis dans l'ordre chronologique inverse de la désignation et à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement des temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 5, puis dans l'ordre inverse du classement dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, puis dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, et, enfin, dans le premier groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2.

Toutefois, si l'emploi totalement ou partiellement libéré par le temporaire le moins bien classé entraîne pour les membres du personnel visés aux alinéas 1e et 2 qui en bénéficient un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, ceux-ci peuvent refuser ce rappel à l'activité ou ce complément de charge. Dans ce cas, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'abord d'un autre temporaire titulaire d'un autre titre qu'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie, puis d'un temporaire classé dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 5, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, puis dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 4, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 3, puis des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 3 alinéa 2, puis des temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 5, puis dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 4, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 3, puis des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 2, puis des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté et à défaut, du temporaire porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis immédiatement mieux classé.

Art. 52. Dans l'article 26*ter* du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er} *bis*, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 2° rédigé comme suit :

« 2° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 5, du même arrêté royal dans l'ordre chronologique inverse de la désignation et, à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement » ;

b) les 1^o *bis*, 1^o *ter* et 1^o *quater* deviennent respectivement les 3^o, 4^o et 5^o ;

c) il est inséré un 6° rédigé comme suit :

« 6° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 5, du même arrêté royal dans l'ordre chronologique inverse de la désignation et, à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement » ;

d) les 2°, 2° *bis* et 3 deviennent respectivement les 7°, 8° et 9° ;

e) il est inséré un 10° rédigé comme suit :

« 10° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 5, du même arrêté royal dans l'ordre chronologique inverse de la désignation et, à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement » ;

f) les 3° *bis*, 3° *ter*, 3° *quater*, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, deviennent respectivement les 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18° ;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, il est d'abord mis fin, au sein de la zone où le rappel à l'activité ou le complément de charge est effectué, aux prestations des temporaire, puis dans l'ordre chronologique inverse de la désignation et à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement des temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 5, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, puis dans l'ordre inverse du classement dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 4, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 3, puis des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 2, puis dans l'ordre chronologique inverse de la désignation et à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement des temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 5, puis dans l'ordre inverse du classement dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 4, puis dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 3, et enfin dans le premier groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 2, puis dans l'ordre chronologique inverse de la désignation et à date de désignation identique, sur avis conforme motivé du chef d'établissement des temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 5, puis dans l'ordre inverse du classement dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, puis dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, et, enfin, dans le premier groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2 ».

Art. 53. Dans l'article 26*quater* du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la première phrase, les mots « permettre d'exercer une fonction à » sont remplacés par les mots « confier des » ;

b) les 13° *bis* et 13° *ter* deviennent respectivement les 14° et 15° ;

c) il est inséré un 16° rédigé comme suit :

« 16° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 5 du même arrêté » ;

d) les 14° et 15° deviennent respectivement les 17° et 18° ;

e) il est inséré des 19°, 20°, 21°, 22°, 23° et 24° rédigés comme suit :

« 19° les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 4 du même arrêté royal ;

20° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 5 du même arrêté royal ;

21° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 2 du même arrêté royal ;

22° les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 3 du même arrêté royal ;

23° les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 4 du même arrêté royal ;

24° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 5 du même arrêté royal ; »

f) le 16° devient le 25° ;

2° dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la première phrase, les mots « renoncer volontairement aux » sont remplacés par le mot « refuser » ;

b) la deuxième phrase est supprimée ».

Art. 54. Pendant trois ans ou jusqu'à ce qu'ils acquièrent de l'ancienneté dans l'enseignement de la Communauté française, les candidats qui n'ont rendu aucun service dans l'enseignement organisé de la Communauté française et qui ont déjà introduit une candidature avant le 31 décembre 2020 sont classés, selon le cas, dans le deuxième ou troisième groupe visés à l'article 2 de l'arrêté du 22 juillet 1969 précité.

Art. 55. Les articles 46 à 54 s'appliquent pour la première fois à l'occasion de l'appel publié au cours du mois de janvier 2021 en application de l'article 21 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel des services d'inspection chargés de la surveillance de ces établissements.

Art. 56. A l'article 18, § 1^{er}, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, les mots « pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 » sont remplacés par les mots « pendant les années 2002 à 2038 ».

Art. 57. L'article 15 du Décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants est abrogé.

Art. 58. À l'article 50 du décret du 13 septembre 2018 modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires, l'alinéa 2 est remplacé par :

« En outre, l'article 68, §§ 2 et suivants du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2019 au plus tôt ».

Art. 59. À l'article 145 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs l'alinéa 1^{er} est remplacé par :

« L'admission au stage dans les fonctions de promotion de Directeur de zone et de Délégué au contrat d'objectifs dans le cadre de la procédure de recrutement visée aux articles 143 et 144 peut intervenir à partir du jour où un décret organisant le travail collaboratif visé à l'article 67, § 4, 4° du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est entré en vigueur ».

TITRE V. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 60. WBE succède aux droits et obligations de la Communauté relatifs aux compétences visées à l'article 2 ainsi qu'aux biens transférés en vertu de l'article 61, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Toutefois, restent à charge de la Communauté :

1° les obligations contractées par elle avant l'entrée en vigueur du présent décret lorsque leur paiement est dû à cette date s'il s'agit de dépenses fixes ou de dépenses pour lesquelles une déclaration de créance ne doit pas être produite ;

2° les autres dettes lorsqu'elles sont certaines et que leur paiement a été régulièrement réclamé à cette même date ;

3° les conséquences financières des procédures judiciaires en cours.

Art. 61. La propriété des biens meubles et immeubles de la Communauté, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences visées à l'article 2 est transférée, sans indemnité, à WBE. Le Gouvernement arrête la liste des biens immeubles visés à l'alinéa 1^{er} ainsi que les conditions et les modalités de ce transfert. Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Art. 62. WBE succède aux droits et obligations de la Communauté française en ce qui concerne les bâtiments scolaires affectés au réseau d'enseignement organisé par la Communauté et dont la liste est fixée par le Gouvernement.

Par exception au premier alinéa, les emprunts et leur garantie visées par le décret du 6 décembre 1993 autorisant le Gouvernement de la Communauté française à garantir les emprunts contractés par les sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics restent à charge de la Communauté française ainsi que les frais de fonctionnement et les loyers payés aux six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics visées par le décret du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

Art. 63. § 1^{er}. En vue de l'exercice des compétences de WBE visées à l'article 2, des membres du personnel du Ministère sont transférés à WBE par arrêtés du Gouvernement.

D'initiative à tout moment qu'il juge opportun et au moins une fois par an, le Conseil WBE adopte un rapport déterminant ses besoins en personnel lui permettant d'exercer l'intégralité de ses missions. Les besoins sont notamment estimés au regard de la stratégie de WBE adoptée par le Conseil et des spécificités des établissements. Le rapport précise notamment le nombre et les compétences des personnels requis, à transférer du Ministère parmi les membres du personnel affecté à des missions dans la sphère de compétences de WBE, et la date de leur entrée en fonction à WBE.

Les premiers transferts interviennent le 1^{er} septembre 2019.

Les transferts des membres du Service général du Ministère en charge des infrastructures de WBE et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par Communauté, à l'exception des agents dédiés aux tâches de fixation et de liquidation du traitement, en ce compris la gestion des absences médicales, des personnels directeurs et enseignants, auxiliaire d'éducation, technique, paramédical, social et psychologique de l'enseignement organisé par la Communauté, des agents chargés des affaires transversales et de la coordination pour les missions relevant du pouvoir régulateur, des agents en charge de tâches CAPELO, des agents d'encadrement des tâches relevant des missions du pouvoir régulateur, des agents chargés de l'indicatage, du courrier et du classement dans le cadre des missions du pouvoir régulateur, des agents en charge du jury CAP, des agents en charge de la valorisation d'expérience utile et de notoriété pour les personnels des Hautes Écoles et des Écoles supérieures des Arts, et des juristes en charge de missions statutaires relevant du pouvoir régulateur, sont réalisés entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2023.

Le Gouvernement est habilité à proroger le délai visé à l'alinéa 4.

Les arrêtés du Gouvernement portant transfert du personnel sont adoptés sur avis conforme du Conseil WBE visé à l'alinéa 2.

Les transferts visés aux alinéas 1^{er} et 4 ne sont pas des nouvelles nominations.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités du transfert des membres du personnel visés au paragraphe 1^{er}.

Ces modalités prévoient notamment que ces membres du personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Le statut juridique de ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur au sein du ministère aussi longtemps que le Gouvernement n'aura pas fait usage de cette compétence.

§ 3. En ce qui concerne l'enseignement obligatoire, au moins nonante pour cent des membres du personnel du Service général du Ministère en charge des infrastructures de WBE et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté transférés sont affectés au niveau zonal.

TITRE VI. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 64. § 1^{er}. Le Conseil WBE est composé de seize administrateurs élus par le Parlement pour la durée de la législature. Ils sont élus à la proportionnelle des groupes politiques reconnus représentés au sein du Parlement en application de la méthode D'Hondt.

Si, en application des dispositions de l'alinéa 1^{er}, un groupe politique reconnu ne dispose pas d'un administrateur au sein du Conseil WBE, il y est représenté par un observateur désigné par le Parlement.

Parmi les administrateurs élus, quatre au moins sont domiciliés sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et huit au moins sur le territoire de la région de langue française.

Le Conseil WBE compte au moins un tiers de membres de chaque sexe.

Le Conseil WBE ne peut être composé majoritairement de membres du personnel enseignant ou directeur des établissements de WBE.

§ 2. Siègent avec voix consultative :

1° les présidents du Collège réuni de l'Enseignement supérieur ;

2° toute autre personne invitée en qualité d'expert par le Conseil WBE.

Art. 65. Les seize administrateurs sont élus parmi les personnes qui jouissent de leurs droits civils et politiques, justifient de diplômes ou compétences adéquats, d'une parfaite intégrité et d'une connaissance de la gestion publique. Ils sont élus en fonction de la complémentarité de leurs compétences et connaissance des différents types d'enseignement.

Art. 66. L'élection des administrateurs a lieu dans les quatre mois qui suivent le renouvellement du Parlement.

Le mandat des administrateurs expire le jour de l'installation de leurs successeurs.

Art. 67. Dans le cas où, en cours de législation, un groupe politique reconnu ne posséderait plus d'administrateurs en suffisance, le Parlement procède, à la demande de ses représentants au sein du Parlement, à la désignation du nombre requis d'administrateurs.

En cas d'absence ou d'empêchement prolongé de plus de trois mois d'un administrateur, le Parlement peut mettre fin à son mandat et de le remplacer selon la procédure visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 68. La qualité d'administrateur est incompatible avec :

1° la qualité de membre d'un gouvernement, de secrétaire d'État du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et avec la qualité de membre d'un cabinet ministériel ;

2° la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale ;

3° la qualité de gouverneur de province ou d'arrondissement administratif, de commissaire d'arrondissement et de député provincial ;

4° la qualité de titulaire d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de C.P.A.S et avec la qualité de membre du cabinet de l'un de ces mandataires ;

5° la qualité de membre du personnel de l'Administration générale de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française, des services de l'Inspection et du Pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux ;

6° l'exercice de toute fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel en raison de l'exercice de la fonction ou de la détention d'intérêts dans une société, une organisation ou un pouvoir organisateur exerçant une activité en concurrence directe avec celles de WBE ;

7° l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ;

8° la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de WBE ;

9° la qualité de membre d'une Conférence de zone ou du Collège réuni de l'Enseignement supérieur ;

10° la qualité de responsable, de mandaté permanent ou de délégué permanent d'une organisation syndicale qui défend les intérêts professionnels du personnel enseignant.

Art. 69. L'Administrateur général WBE siège avec voix consultative au Conseil WBE. Il peut s'y faire accompagner par toute personne qu'il désigne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, s'y faire remplacer par un membre du personnel de l'organisme WBE.

Art. 70. Le Conseil WBE instaure, au sein de chaque zone, et selon les modalités qu'il fixe, une conférence de Zone composé de 12 membres dont :

1° huit membres représentent les établissements d'enseignement situés sur le territoire de la zone choisis au prorata de la population scolaire des différents types et niveaux d'enseignement ;

2° un membre représentant les associations de parents des établissements de WBE ;

3° trois membres sont cooptés par les membres visés au 1° et au 2° moyennant approbation de leur cooptation par le Conseil WBE, deux en raison de leur expertise pédagogique et un membre en raison de son expertise en matière de formation professionnelle.

La conférence de zone adopte son règlement d'ordre intérieur. Il prévoit que la conférence de zone se réunit au minimum deux fois par an. Il est soumis à l'approbation du Conseil WBE.

Art. 71. Par dérogation aux articles 5 à 8 et 29, les articles 64 à 70 s'appliquent au Conseil WBE élu à la suite du renouvellement du Parlement consécutif aux élections du 26 mai 2019.

Art. 72. Sans préjudice des dispositions du présent décret, dans l'attente de la mise en œuvre de l'article 32, les arrêtés du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII et du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII s'appliquent sous réserve des dispositions particulières fixées par le Gouvernement.

Art. 73. Dans l'attente de la mise en œuvre de l'article 63, les membres du personnel du ministère désignés par le Gouvernement, en concertation avec le Secrétaire général du ministère et l'administrateur général WBE, sont placés sous l'autorité fonctionnelle de l'administrateur général WBE dans la mesure où ils agissent dans la sphère des compétences attribuées à WBE par le présent décret spécial.

Durant cette période, les directeurs généraux des services visés à l'article 63, § 1^{er}, alinéa 2 siègent au sein du comité de direction de WBE visés à l'article 25. Dans l'attente de la désignation de l'administrateur général WBE, le Conseil WBE le remplace.

Art. 74. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 17, le premier administrateur général est désigné dans un emploi de rang 17 au sens de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française par le Parlement dans le respect de la procédure suivante :

1° le Parlement arrête le profil de fonction de l'administrateur général. Le profil de fonction comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs généraux à atteindre ;

2° le Parlement lance un appel à candidatures par toute voie de publication adéquate.

Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet de gestion par chaque candidat ;

3° un collège de quatre experts externes désignés par le Parlement remet à ce dernier un avis sur chaque candidature dans un délai d'un mois ;

4° après avis de ce collège et après avoir, le cas échéant, procédé à l'audition des candidats, le Parlement remet au Gouvernement un classement des trois candidats qu'il juge les plus aptes ;

5° le Gouvernement désigne l'administrateur général dans le respect du classement remis par le Parlement dans les deux mois de la réception de ce classement.

La procédure visée à l'alinéa 1^{er} est initiée dans les dix jours de la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

§ 2. Le Gouvernement peut octroyer à l'administrateur général une allocation de management comprise entre 0 et 20 % de son traitement. Elle est payée mensuellement. Par traitement, on entend le traitement annuel indexé payable au mois de décembre de l'année en cours.

§ 3. Par dérogation à l'article 18, le mandat de l'administrateur général désigné en application du paragraphe 1^{er} vient à échéance le 30 juin de l'année qui suit l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au second renouvellement du Parlement consécutif à l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 75. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 22, des directeurs généraux peuvent être désignés dans un emploi de rang 16 au sens de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française par le Gouvernement dans le respect de la procédure suivante :

1° le Gouvernement arrête un profil de fonction pour chaque fonction de directeur général. Le profil de fonction comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs généraux à atteindre ;

2° pour chaque fonction de directeur général, le Gouvernement lance un appel à candidature interne et externe par toute voie de publication adéquate. Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet de gestion par chaque candidat ;

3° pour chaque fonction de directeur général, un collège composé de quatre experts externes désignés par le Parlement et de l'administrateur général, s'il est déjà désigné, remet à ce dernier un avis sur chaque candidature dans un délai d'un mois ;

4° pour chaque fonction de directeur général, le Parlement soumet une présélection de maximum trois candidats au Gouvernement ;

5° pour chaque fonction de directeur général, le Gouvernement désigne un directeur général dans le mois de la réception de la présélection des candidats.

Les procédures visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être initiées dix jours après la publication du présent décret au *Moniteur belge* jusqu'à l'élection du Conseil WBE.

§ 2. Par dérogation à l'article 23, le mandat du directeur général désigné en application du paragraphe 1^{er} vient à échéance le 30 septembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au second renouvellement du Parlement consécutif à l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 76. L'administrateur général WBE et les directeurs généraux désignés en application des articles 74 et 75, ainsi que les membres du personnel transférés le 1^{er} septembre 2019 en application de l'article 63, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Gouvernement jusqu'à l'élection du premier Conseil WBE.

Art. 77. Dans l'attente de la mise en œuvre de l'article 11, § 3, 7°, les zones sont les dix zones géographiques visées à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice.

Art. 78. Jusqu'à la liquidation de la première dotation annuelle, le Gouvernement garantit les moyens pour le fonctionnement de WBE.

Art. 79. Jusqu'à la complète mise en œuvre des transferts visés au deuxième alinéa de l'article 63, § 1^{er}, la Communauté française met gratuitement à disposition de WBE les locaux nécessaires à l'exercice de ses compétences.

Art. 80. Pour la conclusion du premier contrat de gestion, par dérogation à l'article 36, alinéa 2, l'administrateur général de WBE désigné consécutivement à la mise en œuvre de l'article 74 transmet un projet de contrat de gestion au Gouvernement le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Art. 81. Par dérogation à l'article 38 :

1° le montant visé à l'article 38, 1° est fixé à 1.889.096 euros en 2019 et 8.754.177 euros en 2020. En 2020, le montant est adapté selon la fluctuation de l'indice des prix à la consommation ;

2° le montant visé à l'article 38, 2° ne peut excéder 2.306.907 euros en 2019 et 6.920.596 euros en 2020. En 2020, le montant est lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, de l'évolution des barèmes tel que prévu par le statut adopté par le Gouvernement, l'évolution de la charge de retraite des pensions statutaires des OIP, le changement de statut administratif des membres du personnel.

Le montant des coûts salariaux, majorés de 17 %, de tout membre du personnel affecté à des tâches relevant du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ayant été engagé entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 août 2019 et transféré à WBE le 1^{er} septembre 2019, est déduit des montants visés à l'alinéa précédent 1° et ajouté aux montants visés à l'alinéa précédent 2°.

Art. 82. Dans l'attente de la désignation de l'administrateur général, le Gouvernement désigne la personne qui prend en charge les mesures administratives nécessaires à la création et au lancement de WBE.

Art. 83. Entre le 1^{er} septembre 2019 et l'élection du premier Conseil WBE, le Gouvernement exerce les compétences dévolues au Conseil WBE par le présent décret.

Art. 84. Les articles 60 à 62 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 février 2019.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 737-1. – Amendement en commission, n° 737-2 – Rapport de commission, n° 737-3. – Texte adopté en commission, n° 737-4 – Amendement(s) en séance, n° 737-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 737-6

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 6 février 2019.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40588]

7 FEBRUARI 2019. — Bijzonder decreet tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1. Voor de toepassing van dit bijzonder decreet wordt verstaan onder:

1 ° "door de Gemeenschap georganiseerd onderwijs": elk door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, het afstandsonderwijs en de recreatie- en openluchtcentra;

2 ° "zone": organisatorische afdeling van WBE georganiseerd op territoriale basis;

3 ° "wet van 29 mei 1959": wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

4. "doorzichtigheidsdecreet" decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

5 ° "inrichting": door de Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichting, met inbegrip van psycho-medisch-sociale centra.

Voor een goede leesbaarheid van dit bijzonder decreet is het gebruik van mannelijke namen voor de verschillende bekwaaamheidsbewijzen en ambten gemeenschaptig, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep.

Art. 2. § 1. Er wordt bij de Regering een overheidsinstelling opgericht met rechtspersoonlijkheid onder de benaming "Wallonie Bruxelles Enseignement", hierna afgekort tot "WBE".

WBE is de autonome overheidsinstelling waaraan de Franse Gemeenschap, als inrichtende macht van het onderwijs, de in dit decreet in overeenstemming met artikel 24 § 2 van de Grondwet bedoelde competenties delegeert.

Zij oefent haar bevoegdheden uit in overeenstemming met de decreten van toepassing op haar in haar hoedanigheid van inrichtende macht, waaronder de bevoegdheden die, in de wetten, decreten en verordeningen aangenomen vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die niet aangepast werden rekening houdend met dit decreet, toegeschreven worden aan de Regering, de bevoegde minister of ambtenaren van de diensten van de Regering in het kader van de competenties van de inrichtende macht.

Zij bezit alle voorrechten en toeschrijvingen van een inrichtende macht, noodzakelijk of nuttig voor de uitoefening van haar opdrachten. Ze kan inzonderheid andere rechtspersonen samenstellen of participaties nemen in kapitaal als ze nuttig zijn voor de uitoefening van haar opdrachten als inrichtende macht.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, vanaf 1 januari 2020, hebben de raden van bestuur van hogescholen en directeurs van hogere kunstschole de bevoegdheid om de leden van hun onderwijzend personeel tijdelijk aan te stellen en in vast verband te benoemen. De directeurs van de hogere kunstschole vertrouwen het mandaat van de lectoren toe.

Vóór 1 januari 2020, worden de procedures voor tijdelijke aanstelling en vaste benoeming van het onderwijzend personeel van de hogescholen, nu bepaald bij het decreet van 24 juli 1997, aangepast door een decreet genomen bij de gewone meerderheid ter uitvoering van het eerste lid.

Vóór 1 januari 2020, worden de procedures voor tijdelijke aanstelling en vaste benoeming van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschole, nu bepaald bij het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), aangepast door een decreet genomen bij de gewone meerderheid ter uitvoering van het eerste lid.

Art. 3. Tenzij dit bijzondere decreet daarvan afwijkt, is het doorzichtigheidsdecreet op WBE van toepassing.

Art. 4. De administratieve niveaus van het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap zijn:

1 ° WBE

2 ° inrichtingen.

WBE is gestructureerd op twee niveaus:

1 ° het centrale niveau;

2 ° het zonale niveau voor het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap buiten de hogeschole en de hogere kunstschole en het niveau van het Verenigd College van het Hoger Onderwijs voor het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap in de hogeschole en de hogere kunstschole.

TITEL II. — DE ORGANISATIE VAN WBE

HOOFDSTUK I. — CENTRAAL NIVEAU

Afdeling I. — De WBE-Raad

Onderafdeling I. — Samenstelling

Art. 5. § 1. De WBE-Raad bestaat uit achttien bestuurders die hun burgerlijke en politieke rechten genieten:

1 ° zes bestuurders worden benoemd door het Parlement van de Franse Gemeenschap;

2 ° twee bestuurders worden benoemd door het Waals Parlement vanwege hun expertise inzake de competenties van het Waalse Gewest;

3 ° één bestuurder wordt benoemd door het Parlement van de Franse Gemeenschapscommissie vanwege zijn expertise in de competenties van COCOF;

4. zeven bestuurders die de in paragraaf 3, alinea 2 genoemde categorieën vertegenwoordigen, worden gekozen door een college bestaande uit leden van de Zoneconferenties en het Verenigd College van het Hoger Onderwijs;

5 ° één lid van de vereniging van vertegenwoordigers van ouders van het officiële onderwijs;

6 ° één vertegenwoordiger van de representatieve organisaties van studenten op gemeenschapsniveau.

De in lid 1, 1°, 2° en 3° bedoelde bestuurders, worden via het systeem van de evenredige vertegenwoordiging benoemd door erkende politieke fracties in hun respectieve samenstellingen volgens de D'Hondt-methode.

Bestuurders worden verkozen of aangewezen voor de duur van de legislatuur binnen vier maanden na de vernieuwing van het Parlement.

De ambtstermijn van de bestuurders loopt af op de dag van de benoeming van hun opvolgers.

De WBE-Raad bedraagt ten minste een derde van elk geslacht.

De WBE-Raad kan niet bestaan uit een meerderheid van WBE-leerkrachten of -schooldirecteurs.

De WBE-Raad wordt voorgezeten door een voorzitter gekozen uit de bestuurders bedoeld in lid 1, 1°. Hij heeft beslissende stem.

§ 2. Indien, met toepassing van paragraaf 1, lid 1, 1°, een erkende politieke fracties in het Parlement niet over een bestuurder in de WBE-Raad beschikt, wordt de fractie vertegenwoordigd door een waarnemer aangewezen door het Parlement.

Onder de bestuurders gekozen met toepassing van paragraaf 1, lid 1, 1°, hebben er twee hun woonplaats op het grondgebied van het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en vier op het grondgebied van het Franse taalgebied.

§ 3. Iedereen kan kandidaat zijn voor de vertegenwoordiging van de categorie waaruit hij is voortgekomen in het kader van de verkiezing bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 4°.

De categorieën waarnaar wordt verwezen in lid 1 zijn de volgende:

1 ° hogeschole en hoger kunstonderwijs;

2 ° onderwijs voor sociale promotie;

3 ° gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs;

4 ° basis- en secundair leerplichtonderwijs.

Het college bestaande uit leden van de Zoneconferenties en van het Verenigd College van het hoger onderwijs kiest een bestuurder onder de kandidaten van de categorie bedoeld in lid 1, 1°, een bestuurder onder de kandidaten van de categorie bedoeld in lid 1, 2°, een bestuurder onder de kandidaten van de categorie bedoeld in lid 1, 3° en vier bestuurders onder de kandidaten van de categorie vermeld in lid 1, 4°.

Art. 6. Indien een erkende fractie in de loop van een legislatuur niet langer over een voldoende aantal bestuurders beschikt krachtens artikel 5, § 1, lid 1, 1°, 2° en 3°, benoemt het betrokken Parlement, op verzoek van zijn vertegenwoordigers, in zijn midden, het vereiste aantal bestuurders.

In geval van afwezigheid of langdurige verhindering van een door het Parlement aangewezen bestuurder voor meer dan drie maanden kan het betrokken Parlement zijn ambtstermijn beëindigen en hem vervangen, met inachtneming van de in artikel 5, § 1, lid 1, 1°, 2° en 3°, vastgestelde voorwaarden voor vertegenwoordiging.

Wanneer een van de bestuurders bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, zijn mandaat niet kan voortzetten, wordt hij opgevolgd door degene die op het ogenblik van de laatste verkiezing de hoogste plaats innam op de lijst van niet-verkozen kandidaten in zijn categorie.

Indien één van de bestuurders bedoeld in artikel 5, § 1, lid 1, 5° en 6°, zijn mandaat niet kan voortzetten, benoemt de auteur van zijn benoeming zijn vervanger.

De opvolgers voltooien de ambtstermijn van hun voorganger.

Art. 7. De hoedanigheid van bestuurder is onverenigbaar met:

1° de hoedanigheid van lid van een Regering, van staatssecretaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en van lid van een ministerieel kabinet;

2° de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, communautaire en regionale wetgevende vergadering;

3° de hoedanigheid van provinciale of administratief arrondissementsgouverneur, arrondissementscommissaris en provinciaal gedeputeerde;

4° de hoedanigheid van burgemeester, schepen of voorzitter van OCMW en de hoedanigheid van lid van het kabinet van een van deze mandaathouders;

5° de hoedanigheid van personeelslid van het algemeen bestuur Onderwijs van het ministerie van de Franse Gemeenschap, de inspectie- en sturingsdiensten van scholen en PMS-centra;

6° de uitoefening van elk ambt dat een persoonlijk of functioneel belangenconflict kan doen ontstaan als gevolg van de uitoefening van het ambt of het hebben van belangen in een maatschappij, instelling, organisatie of inrichtende macht die een activiteit op het gebied van onderwijs of beroepsopleiding uitoefent in directe concurrentie met die van WBE;

7° het lidmaatschap van een orgaan dat de beginselen van de democratie, zoals met name vastgelegd in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, niet eerbiedigt;

8° de hoedanigheid van externe adviseur of vaste consultant van WBE;

9° de hoedanigheid van lid van een Zoneconferentie of van het Verenigd College van het hoger onderwijs;

10° de hoedanigheid van verantwoordelijke, vaste vertegenwoordiger of vaste afgevaardigde van een vakbondsorganisatie die de professionele belangen van het onderwijzend personeel verdedigt.

Art. 8. De administrateur-generaal van WBE heeft adviserende stem in de WBE-Raad. Hij kan zich laten bijstaan door elke persoon die hij aanwijst of, in geval van afwezigheid of verhindering, vervangen worden door een personeelslid van de WBE-instelling.

Eenieder die als deskundige wordt uitgenodigd om zitting te hebben in de WBE-Raad, heeft raadgevende stem.

Onderafdeling II. — Statuut van de bestuurders

Art. 9. Elke bestuurder verbindt zich ertoe het Handvest van de WBE-bestuurder dat hij bij zijn installatie ondertekent, in acht te nemen. Zijn verkiezing heeft pas uitwerking met ingang van de datum van deze ondertekening. Het Handvest van de WBE-bestuurder, dat de verplichtingen bepaalt die bij de uitoefening van het mandaat in acht moeten worden genomen, maakt het voorwerp uit van een besluit van de Regering, met in bijlage de inhoud van het Handvest.

Het Handvest van de WBE-bestuurder moet ten minste de volgende verbintenissen bevatten:

1 ° de eerbiediging van de legaliteit, de beheersovereenkomst en meer in het algemeen de uitvoering van de openbare dienststopdrachten van WBE, met de voortdurende zorg om de openbare en neutrale aard van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap te waarborgen;

2 ° het inachtnemen van de belangen van WBE en de Franse Gemeenschap in de uitoefening van de inrichtende macht van de opdrachten die bij of krachtens dit bijzonder decreet tot WBE gedelegeerd worden, waarbij deze belangen de overhand in alle omstandigheden over de directe of indirecte persoonlijke belangen van de bestuurder moeten hebben;

3 ° toezicht houden op de effectieve werking van de organen van WBE;

4 ° rekening houden met de legitieme verwachtingen van alle WBE-partners (leerlingen, studenten, ouders, personeelsleden, onderwijsinrichtingen, leveranciers en schudeisers);

5 ° de naleving van de preventieve en repressieve regels met betrekking tot handel met voorkennis;

6 ° de eigen ontwikkeling van professionele competenties bij het uitvoeren van zijn opdracht.

De Regering en het Parlement ontvangen afschrift van de handvesten die door de bestuurders zijn ondertekend.

Art. 10. Bij ernstige fout of nalatigheid bij de uitoefening van hun mandaat voor handelingen of gedragingen onverenigbaar met de uitoefening ervan, bij onrechte afwezigheid op meer dan drie vergaderingen tijdens hetzelfde jaar, en in het geval van overtreding van de bepalingen van het Handvest van de WBE-bestuurder, kunnen één of meer bestuurders door het Parlement herroepen worden op elk moment, mits met redenen omkleed voorstel van de WBE-Raad of op verzoek van de Regering, geformuleerd na het horen van de betrokken persoon of personen.

In geval van ernstige schending van het algemeen belang, van de openbare dienststopdracht van WBE of van de beheersovereenkomst, kan de Regering zes maanden na de ingebrekestelling door de WBE-Raad voorstellen om alle bestuurders te ontslaan aan het Parlement dat erover zal beraadslagen en een beslissing nemen.

Het herroepen lid (de herroepen leden) kan (kunnen) niet herkozen worden.

Onderafdeling III. — Competenties

Art. 11. § 1. De WBE-Raad oefent alle bevoegdheden uit van inrichtende macht op de manier die bij dit decreet is vastgelegd.

§ 2. De WBE-Raad kan de competenties van inrichtende macht doorgeven aan het zonaal niveau of aan het Verenigd College voor het Hoger Onderwijs die hem niet zijn voorbehouden vanwege paragraaf 3. Hij zorgt ervoor dat binnen WBE geleidelijk iedere competentie van inrichtende macht overgedragen worden naar het meest efficiënte niveau en streeft naar een evenwichtige verdeling van de middelen die nodig zijn voor de uitvoering van de beslissingen van de zones en van het Verenigd College voor het Hoger Onderwijs.

Vanaf 1 januari 2020 en uiterlijk 31 augustus 2020 zal de WBE-Raad de uitoefening van de volgende bevoegdheden van inrichtende macht overgedragen hebben:

1 ° naar het zonale niveau:

- a) de aanwijzing van de personeelsleden van de inrichtingen;
- b) de beslissingen over netoverschrijdende samenwerkingsbanden.

2 ° naar het Verenigd College voor het Hoger Onderwijs:

- a) het bepalen van de keuzen van het algemene beleid van de hogescholen en de hogere kunstschole en de vaststelling van gemeenschappelijke prioriteiten voor actie, rekening houdend met educatieve, juridische, administratieve en financiële beperkingen, inzonderheid met betrekking tot de partnerschappen tussen inrichtingen, de samenhang van opleidingsvoorzieningen, globaal infrastructuurbeheer en communicatie;
- b) de organisatie van partnerschappen met het leerplichtonderwijs, het universitair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie;
- c) de formulering van voorstellen voor de aanneming en wijziging van decreten en besluiten tot regeling van de organisatie van het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap in de hogescholen en de hogere kunstschole;

Bij gebreke daaraan wordt hij geacht het te hebben gedaan.

§ 3. De volgende competenties van de inrichtende macht zijn aan de WBE-Raad voorbehouden:

1 ° de goedkeuring van de beheersovereenkomst bedoeld in artikel 36 en de wijzigingen daarvan;

2 ° de formulering van het voorstel van personeelsstatuut van WBE en de amendementen daarop;

3 ° in het kader van de competenties van inrichtende macht van WBE en onverminderd de bevoegdheid van het Verenigd College voor het Hoger Onderwijs, de goedkeuring en wijziging van de regels die door de Regering zijn vastgesteld met betrekking tot de organisatie van het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap. De regels bepaald door de WBE-Raad worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt;

4 ° de formulering van het voorstel om de algemene bestuurder te benoemen en te ontslaan overeenkomstig de procedures vastgesteld bij of krachtens dit bijzonder decreet;

5 ° de goedkeuring van de begroting en de jaarrekening van WBE;

6 ° het bepalen van het kader van het personeel van de WBE-instelling;

7 ° de oprichting en wijziging van zones;

8 ° de algemene coördinatie van de verschillende administratieve niveaus van het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap;

9 ° onverminderd de competenties van het Verenigd College voor het Hoger Onderwijs, de algemene coördinatie van het onderwijsaanbod en de synergiën tussen het leerplichtonderwijs, het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie;

10 ° onverminderd de competenties van het Verenigd College voor het Hoger Onderwijs, de algemene sturing van het aanbod en de programmering van het onderwijs en de samenwerking met de andere onderwijsnetwerken.

Onderafdeling IV. — Werking

Art. 12. De WBE-Raad verkiest een voorzitter en twee ondervoorzitters.

De voorzitter en één van de ondervoorzitters worden verkozen uit de bestuurders bedoeld in artikel 5, § 1, 1°. Zij krijgen hun mandaat van verschillende erkende politieke fracties.

De andere ondervoorzitter wordt verkozen uit de bestuurders bedoeld in artikel 5, § 1, 4°.

De voorzitter en de ondervoorzitters benoemen elk een plaatsvervanger uit de leden van de WBE-Raad.

De voorzitter, de ondervoorzitters en de algemene bestuurder vormen een bureau, dat verantwoordelijk is voor het onderzoek van de aan de WBE-Raad voor te leggen dossiers en de opdrachten die deze laatste door de Raad werden toevertrouwd. »

Art. 13. De WBE-Raad komt bijeen op bijeenroeping van zijn voorzitter, hetzij op eigen initiatief, hetzij wanneer minstens een kwart van de bestuurders erom schriftelijk verzoekt.

De WBE-Raad beraadt zich alleen op geldige wijze als minstens de helft van de bestuurders aanwezig is.

Onverminderd de regels van verschillende meerderheid waarin dit bijzondere decreet voorziet, worden de beslissingen van de WBE-Raad genomen bij volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Bij staking van stemmen heeft de voorzitter beslissende stem.

Art. 14. De WBE-Raad stelt een organiek reglement vast dat de manier bepaalt waarop hij zijn bevoegdheden uitoefent. Het wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Het bevat de volgende minimumregels:

1 ° de overheidsinstelling handelt via haar beheersorganen en de leden van deze organen doen geen persoonlijke toezeggingen aan de toezeggingen van deze organen;

2 ° de bestuurders vormen een college, maar in zaken die worden gerechtvaardigd door dringende noodzaak en door het maatschappelijk belang, en voor zover de regels van de WBE-Raad dit toestaan, kunnen de beslissingen van de raad van bestuur met unanieme en geschreven instemming van de bestuurders genomen worden.

Deze procedure kan echter niet worden gebruikt voor de aanneming van genoemd reglement, de benoeming van de president en de ondervoorzitters, voor de afsluiting van de jaarrekening, voor het gebruik van het kapitaal of voor enig ander geval dat het reglement van de WBE-Raad als uitzondering zou willen beschouwen;

3 ° een procedure om de WBE-Raad en de regeringscommissarissen op de hoogte te brengen van een belangenconflict bij een van de bestuurders, alsook de mogelijkheid voor WBE om in strijd met deze bepaling genomen beslissingen nietig te verklaren wanneer de andere partij van deze omstandigheid op de hoogte was of had moeten zijn;

4 ° de bestuurders zijn persoonlijk en hoofdelijk aansprakelijk wanneer een beslissing genomen in overeenstemming met de in 3° uiteengezette beginselen hen of één van hen een onrechtmatig financieel voordeel heeft opgeleverd ten nadele van de overheidsinstelling;

5 ° in welke mate en onder welke voorwaarden een uitgave die door een van de bestuurders in de uitoefening van zijn ambt is gedaan, door de WBE kan worden vergoed, alsmede de opstelling door elke bestuurder van een jaarverslag waarin de kosten worden uiteengezet die hij in de uitoefening van zijn ambt heeft gemaakt.

Art. 15. De WBE-Raad zendt de Regering en het Parlement uiterlijk op 30 september een jaarlijks activiteitenverslag over het voorgaande kalenderjaar toe.

Dit verslag vermeldt inzonderheid de stappen die WBE heeft ondernomen om haar opdrachten van inrichtende macht, de doelstellingen van de beheersovereenkomst en ontwikkelingsplan en de toekomstperspectieven te verwezenlijken.

Dit verslag moet een hoofdstuk bevatten over de implementatie van artikel 11, § 2.

Dit verslag verleent ook informatie over de uitvoering van de maatregelen om de evenwichtige deelname van vrouwen en mannen aan WBE-organen en de genderverdeling van de toegewezen mandaten te bevorderen.

Het jaarlijkse activiteitenverslag is op aanvraag beschikbaar.

Afdeling II. — De WBE-algemeen bestuurder

Onderafdeling I. — Statuut van de WBE-algemeen bestuurder

Art. 16. De WBE-Raad integreert het ambt van algemeen bestuurder binnen het WBE-personeelskader.

Art. 17. Op voorstel van de WBE-Raad benoemt de Regering de WBE-algemeen bestuurder, met inachtneming van de volgende procedure:

1 ° de Regering bepaalt het ambtsprofiel van de WBE-algemeen bestuurder op voorstel van de WBE-Raad. Het ambtsprofiel omvat de precieze definitie van de algemene beheersopdrachten en de algemene doelstellingen die moeten worden bereikt;

2 ° de Regering maakt een oproep tot het indienen van kandidaturen bij het *Belgisch Staatsblad* bekend en via elk geschikt publicatiekanaal;

Deze oproep vereist het indienen van een beheersplan door elke kandidaat;

3 ° een college van vier externe deskundigen aangewezen door de WBE-Raad, geeft de WBE-Raad binnen een maand advies over elke aanvraag;

4 ° na het advies van dit college, selecteert de WBE-Raad een maximum van drie kandidaten binnen een maand en gaat over tot hun hoorzitting, volgens de voorwaarden die hij bepaalt;

5 ° de WBE-Raad dient zijn voorstel in bij de Regering in de maand van de laatste hoorzitting;

6 ° de Regering benoemt de WBE-algemeen bestuurder binnen twee maanden na ontvangst van het voorstel van de WBE-Raad.

Art. 18. § 1. Het mandaat van de WBE-algemeen bestuurder verloopt op 30 juni van het jaar volgend op het jaar waarin de beëdiging van leden van een nieuwe Regering plaatsvond onmiddellijk na de vernieuwing van het Parlement.

De WBE-algemeen bestuurder stopt automatisch met het vervullen van zijn opdrachten op de vervaldatum. Bij ontstentenis van een nieuwe mandaathouder op dat moment wordt de huidige ambtstermijn verlengd tot de benoeming van de opvolger.

§ 2. De WBE-algemeen bestuurder wordt halverwege en aan het einde van de ambtstermijn beoordeeld tussen de twaalfde en de zesde maand vóór het verstrijken van de ambtstermijn. Deze evaluatie wordt uitgevoerd door een college van vier onafhankelijke deskundigen die door het Parlement zijn aangesteld. Ze wordt vervolgens goedgekeurd door de WBE-Raad.

In het geval van een ongunstige evaluatie, beraadslaagt en beslist de Regering over het behoud van de WBE-algemeen bestuurder in zijn ambt of ontslag, na hem gehoord te hebben.

In het geval dat de evaluatie aan het einde van het eerste mandaat gunstig is, kan de Regering het mandaat van de vertrekkende WBE-algemeen bestuurder binnen twee maanden na het voorstel van de WBE-Raad in die zin hernieuwen.

Art. 19. Onverminderd artikel 18, ontslaat de Regering de WBE-algemeen bestuurder op eensluidend advies van de WBE-Raad, handelend met een tweederde meerderheid en uitgebracht nadat de WBE-Raad de belanghebbende heeft gehoord.

Onderafdeling II. — Competenties

Art. 20. De WBE-algemeen bestuurder helpt de WBE-Raad.

Hij voert de beslissingen van de WBE-Raad onder zijn controle uit en brengt hierover verslag op de wijze die hij vaststelt en ten minste elk kwartaal van de uitvoering ervan.

Hij heeft de leiding van het personeel van WBE.

Hij neemt het dagelijks beheer van WBE waar. Daartoe, kan hij alle daden van bewaring uitvoeren, alle uitvoeringshandelingen van de beslissingen genomen door de WBE-Raad, evenals de daden die, vanwege hun belang of de gevolgen die zij voor WBE impliceren, geen uitzonderlijk karakter, noch een verandering in het administratieve beleid vertegenwoordigen en de uitvoering van de lopende zaken van WBE vormen, uitoefenen.

Hij zorgt ook voor de uitvoering van alle andere opdrachten die hem door de WBE-Raad zijn toevertrouwd.

Afdeling III. — Directeuren-generaal en directiecomité

Onderafdeling I. — Directeuren-generaal

Art. 21. De WBE-Raad integreert de ambten van directeur-generaal binnen het WBE-personeelskader. Hij bepaalt het aantal, de ambten en de toewijzingen ervan op voorstel van de WBE-algemeen bestuurder.

Art. 22. De directeuren-generaal worden door de WBE-Raad benoemd mits inaanmerkingneming van de volgende procedure:

1 ° op voorstel van de algemeen bestuurder beslist de WBE-Raad over het ambtsprofiel en het opdrachtblad voor elk ambt van directeur-generaal. Dit blad bevat de nauwkeurige bepaling van de algemene beheeropdrachten en de te bereiken doelstellingen;

2 ° voor elk ambt van directeur-generaal, lanceert de WBE-Raad een interne en externe oproep tot kandidaturen die in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt en via elk geschikt publicatiekanaal. Deze oproep vereist het indienen van een beheersplan door elke kandidaat;

3 ° voor elk ambt van directeur-generaal verstrekt een college bestaande uit de WBE-algemeen bestuurder en vier externe deskundigen die door de WBE-Raad zijn aangewezen, aan het in het tweede lid van artikel 12 bedoelde bureau een advies over elke kandidatuur, binnen één maand;

4 ° voor elk ambt van directeur-generaal, na advies van het college bedoeld in 3 °, legt het bureau bedoeld in artikel 12, tweede lid, een voorselectie voor van maximaal drie kandidaten voor aan de WBE-Raad;

5 ° voor elk ambt van directeur-generaal benoemt de WBE-Raad een directeur-generaal binnen een maand na ontvangst van de voorselectie van kandidaten.

Art. 23. § 1. De ambtstermijn van directeur-generaal verstrijkt op 30 september van het jaar volgend op het jaar waarin de beëdiging van de leden van een nieuwe Regering plaatsvond onmiddellijk na de vernieuwing van het Parlement.

De directeur-generaal stopt met het uitvoeren van zijn opdrachten op de vervaldatum. Indien er op dat moment nog geen nieuwe vertegenwoordiger werd aangesteld, wordt het dan lopende mandaat verlengd tot de benoeming van een opvolger.

§ 2. De directeur-generaal wordt geëvalueerd halverwege en aan het einde van zijn mandaat tussen de twaalfde en de zesde maand vóór het einde van zijn mandaat. De directeur-generaal wordt geëvalueerd door een college bestaande uit de WBE-algemeen bestuurder en vier externe deskundigen, benoemd door de WBE-Raad.

In geval van een ongunstige evaluatie, beraadslaagt en beslist de WBE-Raad over het behoud van de directeur-generaal in zijn ambt of over zijn ontslag, na hem gehoord te hebben.

In het geval dat de evaluatie op het einde van de termijn gunstig is, kan de WBE-Raad de termijn van de vertrekkende directeur-generaal verlengen.

Art. 24. Een directeur-generaal kan slechts worden ontslagen door een beslissing van twee derden van de leden van de WBE-Raad en na door deze te zijn gehoord.

Onderafdeling II. — Het directiecomité

Art. 25. De directeuren-generaal maken, samen met de algemeen bestuurder, deel uit van het WBE-directiecomité.

Het WBE-directiecomité steunt de algemeen bestuurder bij de coördinatie van de uitvoering van de beheersovereenkomst en bij de uitvoering van de beslissingen van de WBE-Raad.

HOOFDSTUK II. — HET ZONALE NIVEAU VOOR HET DOOR DE GEMEENSCHAP GEORGANISEERD ONDERWIJS BUITEN HOGESCHOLEN EN HOGERE KUNSTSCHOLEN

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 26. Met uitzondering van de hogescholen en de hogere kunstscholen, wordt een zonaal niveau binnen WBE opgericht.

Het zonale niveau bestaat uit een zoneconferentie, een coördinator en andere ambten waarin het kader voorziet, evenals een zonedirectiecomité.

Het zonale niveau is verantwoordelijk voor de uitoefening van de bevoegdheden die het in uitvoering van artikel 11, lid 2, heeft gekregen.

Afdeling II. — Zonecoördinator en zonedirectiecomité

Onderafdeling I. — De zonecoördinator

Art. 27. De WBE-Raad integreert het ambt van zonecoördinator binnen het WBE-personeelskader. Hij bepaalt de ambten en toewijzingen op voorstel van de algemeen bestuurder.

Het ambt van zonecoördinator is het hoogste administratieve ambt binnen de zone. Het wordt binnen elke zone opgericht onder het hiërarchische gezag van de algemeen bestuurder en het directiecomité. De zonecoördinator coördineert en implementeert de beheersovereenkomst en voert de beslissingen van de WBE-Raad op zonaal niveau uit.

Onderafdeling II. — Zonedirectiecomité

Art. 28. De zonecoördinator maakt deel uit van het zonedirectiecomité waarvan de samenstelling door de WBE-Raad wordt bepaald.

Het zonedirectiecomité staat de zonecoördinator bij bij de coördinatie van de uitvoering van de beheersovereenkomst en bij de uitvoering van de beslissingen van de WBE-Raad op het zonale niveau.

Afdeling III. — Zoneconferentie

Art. 29. Binnen elke zone wordt een Zoneconferentie van twaalf leden ingesteld:

1 ° acht leden vertegenwoordigen de onderwijsinstellingen die zich op het grondgebied van de zone bevinden;

2 ° een lid aangewezen door de ouderverenigingen van de WBE-inrichtingen;

3 ° drie leden worden gecoöpteerd door de leden bedoeld in 1 ° en 2 °, twee omwille van hun pedagogische deskundigheid en één vanwege zijn deskundigheid op het gebied van de beroepsopleiding.

De leden bedoeld in lid 1, 1 [00cc] , worden verkozen door de directeuren van de inrichtingen van de zone in verhouding tot de schoolbevolking van de verschillende soorten en niveaus van onderwijs. Minstens één lid komt uit de psycho-medisch-sociale centra. Kandidaten zijn kandidaten voor de vertegenwoordiging van een van de onderwijstypen georganiseerd in de zone.

Art. 30. De zoneconferentie brengt op verzoek van de zonecoördinator, de WBE-Raad of op eigen initiatief, adviezen uit over vragen die relevant zijn voor de zone.

HOOFDSTUK III. — NIVEAU VAN HET VERENIGD COLLEGE VOOR HET ONDERWIJS GEORGANISEERD DOOR DE GEMEENSCHAP IN HOGESCHOLEN EN HOGERE KUNSTSCHOLEN GEORGANISEERD DOOR DE GEMEENSCHAP

Het Verenigd college van het Hoger Onderwijs

Art. 31. § 1. Binnen WBE wordt een Verenigd college van het Hoger Onderwijs opgericht.

Het Verenigd college van het Hoger Onderwijs bestaat uit de directeurs-voorzitters van de hogescholen en de directeurs van de hogere kunstscholen.

Het Verenigd college van het Hoger Onderwijs neemt zijn huishoudelijk reglement aan. Het bepaalt dat het Verenigd college van het Hoger Onderwijs ten minste tweemaal per jaar bijeenkomt en voorgezeten wordt door een directeur-voorzitter van de hogescholen en een directeur van de hogere kunstscholen. De duur van het mandaat is vastgelegd in het huishoudelijk reglement. Het wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de WBE-Raad.

De WBE-algemeen bestuurder neemt er een adviserend ambt op.

§ 2. Het Verenigd college van het Hoger Onderwijs is belast met de uitoefening van de bevoegdheden die hem krachtens artikel 11, § 2 zijn verleend.

Het adviseert over zaken die van direct belang zijn voor het hoger onderwijs op verzoek van de WBE-Raad of op eigen initiatief.

§ 3. In het kader van de uitoefening van zijn opdrachten kan het Verenigd college van het Hoger Onderwijs het advies vragen aan het College van de voorzittende directeurs als bedoeld in artikel 79 van het decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen en het College van directeurs bedoeld in artikel 34 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten).

HOOFDSTUK IV. — HET PERSONEEL VAN WBE

Art. 32. De Regering bepaalt het administratieve en geldelijke statuut van de personeelsleden van de WBE-instelling op voorstel van de WBE-Raad.

Art. 33. De WBE-Raad organiseert, op voorstel van de algemeen bestuurder, de procedures voor de oproep tot het indienen van kandidaturen en de selectie van personeel.

Art. 34. WBE kan een beroep doen op contractuele personeelsleden:

1° om tegemoet te komen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften, of het nu gaat om de uitvoering van tijdelijke acties of om een uitzonderlijke toename van de werklast;

2° de vervanging van personeel in geval van totale of gedeeltelijke afwezigheid, ongeacht het of in dienstactiviteit is of niet, wanneer de duur van de afwezigheid een vervanging impliceert en waarvan de nadere regels in het statuut zijn vastgelegd;

3° het uitvoeren van ondersteunende of specifieke taken, waarvan de lijst door de Regering wordt opgesteld;

4° voorzien in de uitvoering van taken waarvoor speciale kennis of ruime ervaring op hoog niveau vereist is, die beide relevant zijn voor de uit te voeren taken.

Art. 35. Houders van ambten die onder een mandaat van dit bijzonder decreet vallen, worden aangeworven onder de tijdelijke statutaire regeling.

HOOFDSTUK V. — BEHEERSOVEREENKOMST

Art. 36. § 1. De WBE-Raad en de Franse Gemeenschap sluiten een beheersovereenkomst. Op 30 september van het jaar volgend op het jaar waarin de leden van een nieuwe Regering zijn beëdigd als rechtstreeks gevolg van de vernieuwing van het parlement, wint de Regering het advies in van het Parlement over de samenstellende elementen van de volgende beheersovereenkomst, zoals voorgesteld in een gedetailleerde intentienota.

Op 30 november brengt het Parlement advies uit aan de Regering.

Op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de leden van een nieuwe Regering werden beëdigd als rechtstreeks gevolg van de vernieuwing van het Parlement, laat de WBE-algemeen bestuurder die na de tenuitvoerlegging van artikel 18, lid 1, is benoemd, de Regering een ontwerpbeheersovereenkomst toekomen.

De Regering legt de laatste hand aan het beheerscontract met WBE, rekening houdend met het advies van het Parlement.

§ 2. De beheersovereenkomst loopt op af 30 juni van het tweede jaar volgend op het jaar waarin de leden van een nieuwe Regering werden beëdigd als rechtstreeks gevolg van de vernieuwing van het Parlement.

Indien aan het einde van een beheersovereenkomst geen nieuwe beheersovereenkomst wordt gesloten, wordt de lopende beheersovereenkomst automatisch met een jaar verlengd. Aan het einde van de verlenging, indien geen nieuwe beheersovereenkomst wordt gesloten, stelt de Regering een beheersplan voor één jaar vast, dat slechts eenmaal kan worden verlengd.

§ 3. De evaluatie van de uitvoering van de beheersovereenkomst bedoeld in artikel 17, § 3 van het doorzichtigheidsdecreet wordt tegelijk met het jaarverslag bedoeld in artikel 15 ingediend.

HOOFDSTUK VI. — MIDDELEN EN FINANCIËEL BEHEER

Art. 37. Naast de middelen en geldmiddelen waarin specifieke decreten voorzien, heeft WBE een jaarlijkse toewijzing om al haar bedrijfskosten te dekken en om alle verplichtingen uit de beheersovereenkomst na te komen.

Art. 38. De in punt 37 bedoelde dotatie bestaat uit de volgende bedragen:

1° een bedrag van 10.000.997 euro om alle algemene uitgaven eigen aan WBE te dekken en om alle verplichtingen die in de beheersovereenkomst zijn vastgelegd te vervullen, met uitzondering van personeelskosten in verband met de implementatie van artikel 63 en de kosten van de administratieve infrastructuur van WBE;

2° een door de Regering vastgesteld aanvullend bedrag overeenkomend met de loonkosten op het tijdstip van de overdracht, vermeerderd met 17 %, van het personeel overgedragen in uitvoering van artikel 63;

3° aan het einde van de in artikel 63, § 2, bedoelde overdrachten, een aanvullend bedrag dat door de Regering is vastgesteld ter dekking van de kosten van de administratieve infrastructuur van WBE. Dit bedrag kan niet hoger zijn dan 2.545.658 euro.

Vanaf het jaar 2021 mag het bedrag genoemd in lid 1, 2°, 41.137.500 euro niet overschrijden.

Vanaf het jaar 2020 zijn de in lid 1, 1° en 3° genoemde bedragen gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Het in lid 1, punt 2°, bedoelde bedrag en het in lid 2 bedoelde bedrag worden gekoppeld aan de ontwikkeling van het indexcijfer van de consumptieprijzen en de ontwikkeling van de barema's zoals bepaald in het statuut aangepast door de Regering, de evolutie van de pensioenkosten van de statutaire pensioenen van de instellingen van openbaar nut, de verandering van het administratieve statuut van de personeelsleden, zolang de beheersovereenkomst niet de nadere regels voor de evolutie van de dotatie regelt.

Art. 39. § 1. WBE kan schenkingen, legaten, dividenden en ontvangsten, in welke vorm dan ook, ontvangen van natuurlijke personen of rechtspersonen, de opbrengsten van de vervreemding van roerende en onroerende goederen, alsmede de ontvangst van andere inkomsten of subsidies.

§ 2. WBE kan geld lenen om uitgaven voor de verwerving, huur of het onderhoud van onroerende goederen te financieren.

De Gemeenschap kan haar garantie verlenen op de aangegeven leningen.

De beheersovereenkomst bepaalt de voorwaarden voor het afsluiten van de leningen.

§ 3. De inrichtingen en WBE voeren alle financiële overdrachten uit die nodig zijn voor de uitvoering van hun opdrachten.

Art. 40. Onverminderd de bepalingen van dit decreet, wordt voor het financieel beheer van WBE gezorgd in overeenstemming met de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en de uitvoeringsdecreten van deze wet, volgens de regels die van toepassing zijn op Categorie B-instellingen of de decreetbepalingen betreffende de organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de openbare bestuursorganen van de Franse Gemeenschap die deze zouden vervangen.

In haar financieel beheer kan WBE elk saldo van haar rekeningen overdragen naar het volgende begrotingsjaar.

TITEL III. — DE INSTELLINGEN

Art. 41. WBE stelt ondersteunende diensten ter beschikking van de instellingen. De instellingen gebruiken deze diensten onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald door WBE.

Bevoegdheden kunnen hen door WBE worden overgedragen.

TITEL IV. — WIJZIGINGSBEPALINGEN

Art. 42. In titel 6 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt een hoofdstuk I ingevoegd, luidend als volgt « College van directeurs-voorzitters ».

Art. 43. In hoofdstuk I ingevoegd door artikel 42, wordt een artikel 79 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79. Er wordt een College van directeurs-voorzitters van de Hogescholen ingesteld, samengesteld uit de directeurs-voorzitters van de Hogescholen.

Het College van directeurs-voorzitters van de Hogescholen :

1° is een forum voor de uitwisseling van beste praktijken en het vinden van oplossingen voor beheersproblematieken die de Hogescholen gemeen hebben;

2° brengt adviezen uit aan het Verenigd College van het Hoger Onderwijs bedoeld in artikel 31 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, op eigen initiatief of op aanvraag.

Het College van directeurs-voorzitters van de Hogescholen neemt zijn huishoudelijk reglement aan. Het bepaalt dat het bovenvermelde college minstens twee keer per jaar bijeenkomt ».

Art. 44. In deel II van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt een titel II bis ingevoegd, luidend als volgt « College van directeurs ».

Art. 45. In de titel II bis ingevoegd bij artikel 44, wordt een artikel 34*duodecies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 34*duodecies*. Er wordt een College van directeurs van de Hogere Kunstscholen ingesteld, samengesteld uit de directeurs van de Hogere Kunstscholen.

Het College van directeurs van de Hogere Kunstscholen :

1° is een forum voor de uitwisseling van beste praktijken en het vinden van oplossingen voor beheersproblematieken die de Hogere Kunstscholen gemeen hebben ;

2° brengt adviezen uit aan het Verenigd College van het Hoger Onderwijs bedoeld in artikel 31 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, op eigen initiatief of op aanvraag.

Het College van directeurs van de Hogere Kunstschole neemt zijn huishoudelijk reglement aan. Het bepaalt dat het bovenvermelde college minstens twee keer per jaar bijeenkomt ».

Art. 46. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid wordt het woord « drie » vervangen door het woord « vier » ;

2° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden « gedurende ten minste 240 dagen, geen diensten bewezen hebben, » vervangen door de woorden « gedurende 1 tot 239 dagen diensten bewezen hebben » ;

3° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden « die gedurende ten minste 1 dag diensten hebben bewezen in het georganiseerde onderwijs van de Franse Gemeenschap en » ingevoegd tussen de woorden « worden alle kandidaten » en de woorden « die aan alle voorwaarden beantwoorden » ;

4° in paragraaf 1 wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In de vierde groep worden gerangschikt alle kandidaten die geen enkele dienst bewezen hebben in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap » ;

5° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord « drie » vervangen door het woord « vier » ;

6° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden « die gedurende ten minste 240 dagen, geen diensten bewezen hebben, » vervangen door de woorden « die gedurende 1 tot 239 dagen diensten bewezen hebben » ;

7° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden « die gedurende ten minste 1 dag diensten hebben bewezen in het georganiseerde onderwijs van de Franse Gemeenschap en » ingevoegd tussen de woorden « worden gerangschikt alle kandidaten » en de woorden « die aan alle voorwaarden beantwoorden » ;

8° in paragraaf 2 wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In de vierde groep worden gerangschikt alle kandidaten die geen enkele dienst bewezen hebben in het georganiseerde onderwijs van de Franse Gemeenschap en die aan alle voorwaarden beantwoorden zoals bedoeld in artikel 18 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, met uitzondering van punt 5 » ;

9° in de paragraaf 3, eerste lid, wordt het woord « drie » vervangen door het woord « vier » ;

10° in de paragraaf 3, derde lid, worden de woorden

« die gedurende ten minste 240 dagen geen diensten hebben bewezen, » vervangen door de woorden « die gedurende 1 tot 239 dagen diensten bewezen hebben » ;

11° in de paragraaf 3, vierde lid, worden de woorden « die gedurende ten minste 1 dag diensten hebben bewezen in het georganiseerde onderwijs van de Franse Gemeenschap en » ingevoegd tussen de woorden « worden gerangschikt alle kandidaten » en de woorden « die aan alle voorwaarden beantwoorden » ;

12° in paragraaf 3 wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In de vierde groep worden gerangschikt de kandidaten die geen enkele dienst hebben bewezen in het georganiseerde onderwijs van de Franse Gemeenschap en die aan alle voorwaarden beantwoorden, zoals bedoeld in artikel 18 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, met uitzondering van punt 5 ».

Art. 47. In artikel 3 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden « en derde groep » vervangen door de woorden « , derde en vierde groepen » ;

2° in de paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden « van de derde groep » vervangen door de woorden « de derde en vierde groepen » ;

3° in de paragraaf 1 wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De kandidaten van de derde groep hebben voorrang op de kandidaten van de vierde groep » ;

4° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De paragrafen 2 en 3 zijn niet van toepassing op de kandidaten van de vierde groepen ».

Art. 48. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden « op 30 april » ingevoegd tussen de woorden « bij artikel 2 wordt » en de woorden « bepaald op basis van ».

Art. 49. In artikel 21 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, [gespecialiseerd], middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de kandidaten van de vierde groepen bedoeld in artikel 2 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 juli 1969 vermeldt het advies dat de kandidaturen ingediend kunnen worden tot de dag vóór de oproep tot kandidaten bekendgemaakt in de loop van de maand januari met toepassing van het eerste lid ».

Art. 50. In artikel 26 van hetzelfde besluit waarvan de huidige tekst paragraaf 1 wordt, wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van paragraaf 1 worden de leden van de vierde groepen bedoeld in artikel 2 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 juli 1969 in tijdelijk verband door de Minister aangesteld, op eensluidend advies van het inrichtingshoofd.

Het inrichtingshoofd formuleert zijn advies binnen de vijf werkdagen na de ontvangst van de kandidaturen rekening houdend met de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten van de kandidaten en de adequatie van hun profiel met het pedagogisch project van de instelling.

In het geval dat de Minister meerdere eensluidende adviezen met betrekking tot dezelfde kandidatuur ontvangt, gaat hij over tot de aanstelling in tijdelijk verband van de kandidaat in de instelling waarvan de zetel het dichtst bij het huis van de kandidaat is ».

Art. 51. In paragraaf 1 van artikel 26*bis* van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een 2° ingevoegd, luidend als volgt :

« 2° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vijfde lid, van hetzelfde koninklijk besluit in omgekeerde volgorde van hun aanstelling en, op gelijke datum van aanstelling, op eensluitend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd » ;

2° 1°bis, 1°ter en 1°quater worden respectievelijk 3°, 4° en 5° ;

3° er wordt een 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vijfde lid, van hetzelfde koninklijk besluit in omgekeerde volgorde van hun aanstelling en, op gelijke datum van aanstelling, op eensluitend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd » ;

4° 2°, 2°bis en 2°ter worden respectievelijk 7°, 8° en 9° ;

5° er wordt een 10° ingevoegd, luidend als volgt :

« 10° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vijfde lid, van hetzelfde koninklijk besluit in omgekeerde volgorde van hun aanstelling en, op gelijke datum van aanstelling, op eensluitend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd » ;

6° 2°quater, 2°quinquies, 3°, 3°bis, 3°ter, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12° en 13° worden respectievelijk 11°, 12° en 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18°, 19°, 20°, 21°, 22°, 23°, 24° en 25° ;

7° in de paragraaf 2, wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

« Voor de toepassing van het eerste lid en het derde lid, wordt eerst een einde gemaakt, binnen de zone waarin de wederoproep tot de activiteit of de aanvulling van een opdracht wordt verricht, aan de prestaties van de tijdelijken die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, dan in omgekeerde volgorde van de aanstelling en op gelijke datum van aanstelling, op eensluitend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vijfde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dan in omgekeerde volgorde van de rangschikking in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vierde lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid, dan, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid, dan in omgekeerde volgorde van de aanstelling en op gelijke datum van aanstelling, op eensluitend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vijfde lid, en dan in omgekeerde volgorde van de rangschikking in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vierde lid, dan, in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid, en ten slotte in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, dan in omgekeerde volgorde van de aanstelling en op gelijke datum van aanstelling, op eensluitend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vijfde lid, dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, dan in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid, en ten slotte in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid.

Indien de betrekking die geheel of gedeeltelijk door de minst goed gerangschikte kandidaat wordt vrijgemaakt, voor de in het eerste lid en het tweede lid bedoelde personeelsleden die deze genieten, een verplaatsing met de algemene vervoermiddelen van meer dan vier uur per dag tot gevolg heeft, kunnen deze die wederoproep tot de activiteit of de aanvulling van een opdracht weigeren. In dat geval wordt, geheel of gedeeltelijk, een einde gemaakt aan de prestaties eerst van een andere tijdelijke die houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, dan van een andere tijdelijke die gerangschikt is in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vijfde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dan in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vierde lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vijfde lid, dan in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vierde lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, en bij gebreke daarvan, van de best gerangschikte tijdelijke die houder is van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de onmiddellijk beter gerangschikte vereiste bekwaamheidsbewijzen.

Art. 52. In artikel 26*ter* van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de paragraaf 1*bis* worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een 2° ingevoegd, luidend als volgt :

« 2° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vijfde lid, van hetzelfde koninklijk besluit in omgekeerde volgorde van de aanstelling en, op gelijke datum van aanstelling, op eensluitend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd » ;

b) 1°bis, 1°ter en 1°quater worden respectievelijk 3°, 4° en 5° ;

c) er wordt een 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vijfde lid, van hetzelfde koninklijk besluit in omgekeerde volgorde van de aanstelling en, op gelijke datum van aanstelling, op eensluitend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd » ;

d) 2°, 2°bis en 3 worden respectievelijk 7°, 8° en 9° ;

e) er wordt een 10° ingevoegd, luidend als volgt :

« 10° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vijfde lid, van hetzelfde koninklijk besluit in omgekeerde volgorde van de aanstelling en, op gelijke datum van aanstelling, op eensluitend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd » ;

f) 3°bis, 3°ter, 3°quater, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, worden respectievelijk 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18° ;

2° in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Voor de toepassing van het eerste lid, in het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt eerst een einde gemaakt, binnen de zone waarin de wederoproep tot de activiteit of de aanvulling van een opdracht wordt verricht, aan de prestaties van de tijdelijken dan in omgekeerde volgorde van de aanstelling en op gelijke datum van aanstelling op eensluidend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vijfde lid, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dan in omgekeerde volgorde van de rangschikking in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vierde lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid, dan in omgekeerde volgorde van de aanstelling en op gelijke datum van aanstelling, op eensluidend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vijfde lid, dan in omgekeerde volgorde van de rangschikking in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vierde lid, dan in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid, en ten slotte in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, dan in omgekeerde volgorde van de aanstelling en op gelijke datum van aanstelling, op eensluidend gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vijfde lid, dan in omgekeerde volgorde van de rangschikking in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, dan in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid, en, ten slotte, in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid ».

Art. 53. In artikel 26*quater* van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de eerste zin worden de woorden « opdat de personeelsleden een ambt met volledige dagtaak zouden kunnen uitoefenen » vervangen door de woorden « opdat de personeelsleden volledige dagtaak zouden kunnen krijgen » ;

b) 13°*bis* en 13°*ter* worden respectievelijk 14° en 15° ;

c) er wordt een 16° ingevoegd, luidend als volgt :

« 16° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, §<usb>1, vijfde lid van hetzelfde besluit » ;

d) 14° en 15° worden respectievelijk 17° en 18° ;

e) de punten 19°, 20°, 21°, 22°, 23° en 24° worden ingevoegd, luidend als volgt :

« 19° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vierde lid van hetzelfde koninklijk besluit ;

20° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vijfde lid van hetzelfde koninklijk besluit ;

21° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid van hetzelfde koninklijk besluit ;

22° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit ;

23° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vierde lid van hetzelfde koninklijk besluit ;

24° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, §<usb>3, vijfde lid van hetzelfde koninklijk besluit ; »

f) 16° wordt 25° ;

2° in de paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de eerste zin worden de woorden « vrijwillig verlaten » vervangen door de woorden « weigeren » ;

b) de tweede zin wordt geschrapt ».

Art. 54. Gedurende drie jaar of totdat ze anciënniteit in het onderwijs van de Franse Gemeenschap verwerven, worden de kandidaten die geen enkele dienst bewezen hebben in het georganiseerde onderwijs van de Franse Gemeenschap en die al een kandidatuur vóór 31 december 2020 ingediend hebben, gerangschikt, volgens het geval, in de tweede of de derde groep bedoeld in artikel 2 van het bovenvermelde besluit van 22 juli 1969.

Art. 55. De artikelen 46 tot 54 zijn voor het eerst van toepassing bij de oproep bekendgemaakt tijdens de maand januari 2021 met toepassing van artikel 21 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 56. In artikel 18, § 1, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd , worden de woorden « tijdens de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 en 2018 » vervangen door de woorden « tijdens de jaren 2002 tot 2038 ».

Art. 57. Artikel 15 van het programmadecreet van 12 december 2018 houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten, wordt opgeheven.

Art. 58. In artikel 50 van het decreet van 13 september 2018 tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, om een nieuw sturingskader te ontwikkelen, waarbij de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen contractueel worden vastgelegd, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Bovendien treden artikel 68, §§ 2 en volgende van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, op 1 september 2019 op zijn vroegst in werking ».

Art. 59. In artikel 145 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De toelating tot de stage in de bevorderingsambten van zonedirecteur en van afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst in het kader van de aanwervingsprocedure bedoeld in de artikelen 143 en 144 kan gebeuren vanaf de dag dat een decreet dat de samenwerking organiseert zoals bedoeld in artikel 67, § 4, 4^o van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, in werking is getreden ».

TITEL V. — SLOTBEPALINGEN

Art. 60. WBE erft de rechten en plichten van de Gemeenschap met betrekking tot de bevoegdheden bedoeld in artikel 2, alsmede de goederen die overgedragen worden overeenkomstig artikel 61, met inbegrip van de rechten en plichten die voortvloeien uit lopende en toekomstige gerechtelijke procedures.

Nochtans blijven ten laste van de Gemeenschap :

1^o de verbintenissen aangegaan door haar vóór de inwerkingtreding van dit decreet wanneer de betaling ervan op die datum verschuldigd is als het gaat om vaste uitgaven of om uitgaven waarvoor geen schuldvoorderingsaangifte voorgelegd moet worden ;

2^o de overige schulden wanneer ze vastliggen en wanneer de betaling ervan regelmatig op dezelfde datum aangevraagd wordt ;

3^o de financiële gevolgen van de lopende gerechtelijke procedures.

Art. 61. De eigendom van de roerende en onroerende goederen van de Gemeenschap, zowel van het openbare als van het privé domein, die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in artikel 2, wordt zonder vergoeding naar WBE overgedragen. De Regering bepaalt de lijst van de onroerende goederen bedoeld in het eerste lid, alsook de voorwaarden en de nadere regels voor deze overdracht. Deze overdrachten worden van rechtswege uitgevoerd. Zij zijn zonder andere formaliteit vanaf de inwerkingtreding van dit besluit inroepbaar tegen derden.

Art. 62. WBE erft de rechten en plichten van de Franse Gemeenschap in verband met de schoolgebouwen toegewijd aan het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap en waarvan de lijst door de Regering vastgesteld wordt.

Bij uitzondering van het eerste lid blijven de leningen en hun waarborg bedoeld in het decreet van 6 december 1993 waarbij de Regering van de Franse Gemeenschap gemachtigd wordt, de leningen aangegaan door de publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheren van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs te waarborgen, ten laste van de Franse Gemeenschap alsook de werkingskosten en hun huurgelden betaald aan zes publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheren van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs bedoeld in het decreet van 5 juli 1993 houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs.

Art. 63. § 1. Met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden van WBE bedoeld in artikel 2 worden de personeelsleden van het Ministerie naar WBE bij besluiten van de Regering overgedragen.

Uit eigen initiatief op elk ogenblik dat hij het gepast acht en ten minste één keer per jaar, neemt de WBE-Raad een verslag aan waarin zijn behoeften aan personeel bepaald worden waarmee hij al zijn opdrachten kan uitvoeren. De behoeften worden inzonderheid geschat in het licht van de door de raad vastgestelde WBE-strategie en de eigenschappen van de instellingen. Het verslag bepaalt in het bijzonder het aantal en de vaardigheden van het vereiste personeel, dat van het ministerie moet worden overgedragen aan de personeelsleden die toegewezen zijn aan de opdrachten die onder de bevoegdheid van WBE vallen, en de datum van hun indiensttreding bij WBE.

De eerste overdrachten gebeuren op 1 september 2019.

De overdrachten van de leden van de Algemene Dienst van het Ministerie belast met de infrastructuur van WBE en van de Algemene Directie van de personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap, met uitzondering van de personeelsleden die belast zijn met de vaststelling en de vereffening van de wedden, met inbegrip van het beheer van de medische afwezigheden, het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het technisch, paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel van het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap, de personeelsleden belast met de transversale zaken en de coördinatie van de opdrachten behorend tot de regulerende macht, de ambtenaren belast met de CAPELO-taken, de personeelsleden van de omkadering van de taken behorend tot de opdrachten van de regulerende macht, de personeelsleden belast met het indiceren, de briefwisseling en het klassemment in het kader van de opdrachten van de regulerende macht, de personeelsleden belast met de CAP-examencommissie, de personeelsleden belast met de waardering van de nuttige ervaring en bekendheid voor de personeelsleden van de Hogescholen en Hogere Kunstscholen en de juristen belast met de statutaire opdrachten behorend tot de regulerende macht, gebeuren tussen 1 januari 2021 en 31 december 2023.

De Regering is ertoe gemachtigd om de termijn bedoeld in het vierde lid te verlengen.

De besluiten van de Regering houdende overdracht van het personeel worden aangenomen op eensluidend advies van de WBE-Raad bedoeld in het tweede lid.

De overdrachten bedoeld in het eerste en het vierde lid zijn geen nieuwe benoemingen.

§ 2. De Regering bepaalt de nadere regels voor de overdracht van de personeelsleden bedoeld in paragraaf 1.

Deze nadere regels bepalen inzonderheid dat deze personeelsleden overgedragen worden in hun graad of in een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Ze behouden ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die ze genoten of zouden hebben genoten als ze in hun oorspronkelijke dienst het ambt verder zouden hebben uitgeoefend waarvan ze titularis waren op het ogenblik van hun overdracht.

Het juridisch statuut van deze personeelsleden blijft geregeld door de bepalingen die in het ministerie gelden, zolang de Regering van deze bevoegdheid geen gebruik heeft gemaakt.

§ 3. Wat betreft het leerplichtonderwijs, ten minste negentig procent van de personeelsleden van de Algemene Dienst van het Ministerie belast met de infrastructuur van WBE en van de Algemene Directie van de overgedragen personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden toegewezen op zonaal niveau.

TITEL VI. — OVERGANGSBEPALINGEN

Art. 64. § 1. De WBE-Raad is samengesteld uit zestien bestuurders die door het Parlement verkozen worden voor de periode van de zittingsduur. Ze worden verkozen volgens de evenredige vertegenwoordiging van de erkende politieke fracties die binnen het Parlement vertegenwoordigd worden met toepassing van de methode D'Hondt.

Indien, overeenkomstig de bepalingen van het eerste lid, een erkende politieke groep niet over een bestuurder binnen de WBE-Raad beschikt, wordt die door een waarnemer vertegenwoordigd die door het Parlement aangesteld wordt.

Onder de verkozen bestuurders worden ten minste vier bestuurders gedomicilieerd op het tweetalige gebied Brussels Hoofdstedelijk Gewest en ten minste acht bestuurders op het Franse taalgebied.

De WBE-Raad telt ten minste één derde van de leden van elk geslacht.

De WBE-Raad kan niet in meerderheid samengesteld zijn uit het onderwijzend of bestuurspersoneel van de inrichtingen van WBE.

§ 2. Zetelen met raadgevende stem :

1° de voorzitters van het Verenigd college van het hoger onderwijs ;

2° elke andere persoon uitgenodigd als deskundige door de WBE-Raad.

Art. 65. De zestien bestuurders worden verkozen onder de personen die hun burgerlijke en politieke rechten genieten, het bewijs leveren van aangepaste diploma's of vaardigheden, die volledig integer zijn en die een kennis van het overheidsbeheer hebben. Ze worden verkozen in functie van de complementariteit van hun vaardigheden en kennis van de verschillende types onderwijs.

Art. 66. De bestuurders worden verkozen binnen de vier maanden na de hernieuwing van het Parlement.

Het mandaat van de bestuurders loopt ten einde de dag waarop hun opvolgers aangesteld worden.

Art. 67. Indien een erkende politieke groep in de loop van een zittingsperiode niet langer over voldoende bestuurders beschikt, benoemt het Parlement op verzoek van zijn vertegenwoordigers in het Parlement het vereiste aantal bestuurders.

Bij afwezigheid of langdurige verhindering van meer dan drie maanden van een bestuurder, kan het Parlement zijn mandaat beëindigen en hem volgens de procedure bedoeld in het eerste lid vervangen.

Art. 68. De hoedanigheid van bestuurder is onverenigbaar met :

1° de hoedanigheid van lid van een regering, staatssecretaris van de Regering van het Brussels hoofdstedelijk Gewest en van lid van een ministeriële kabinet ;

2° de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, gemeenschaps- en gewestvlak ;

3° de hoedanigheid van provinciegouverneur of gouverneur van het administratief arrondissement, van commissaris van het arrondissement en van provincieraadslid ;

4° de hoedanigheid van titularis van een mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van O.C.M.W. en met de hoedanigheid van lid van kabinet van één van deze mandatarissen ;

5° de hoedanigheid van personeelslid van het Algemene Administratie Onderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de inspectie- en sturingsdiensten van de scholen en psycho-medisch-sociale centra ;

6° de uitoefening van elk ander ambt dat een conflict van persoonlijk of functioneel belang kan veroorzaken als gevolg van de uitoefening van het ambt of van het bezit van belangen in een maatschappij, een organisatie of een inrichtende macht die een activiteit uitoefent die in rechtstreekse concurrentie staat met die van WBE;

7° het behoren tot een instelling die niet de democratische beginselen naleeft, zoals vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd ;

8° de hoedanigheid van externe adviseur of regelmatige adviseur van WBE ;

9° de hoedanigheid van lid van een Zoneconferentie of van het Verenigd College van het hoger onderwijs ;

10° de hoedanigheid van verantwoordelijke, vaste gemachtigde of vaste afgevaardigde van een vakbondsorganisatie die de beroepsbelangen van het onderwijzend personeel verdedigen.

Art. 69. De WBE-Algemeen bestuurder zetelt met raadgevende stem in de WBE-Raad. Hij kan vergezeld worden door elke persoon die hij aanstelt of, bij afwezigheid of verhindering, kan hij vervangen worden door een personeelslid van de WBE-instelling.

Art. 70. De WBE-Raad organiseert, binnen elke zone, en volgens de nadere regels die hij bepaalt, een zoneconferentie, samengesteld uit 12 leden waaronder :

1° acht leden die de onderwijsinrichtingen vertegenwoordigen die gevestigd zijn op het grondgebied van de zone en die gekozen worden naar rata van de schoolbevolking van de verschillende types en onderwijsniveaus ;

2° een lid dat de ouderverenigingen van de inrichtingen van WBE vertegenwoordigt ;

3° drie leden worden gecoöpteerd door de leden bedoeld in 1° en 2° mits goedkeuring van hun coöptatie door de WBE-Raad, twee wegens hun pedagogische deskundigheid en één lid wegens zijn deskundigheid inzake beroepsopleiding.

De zoneconferentie neemt haar huishoudelijk reglement aan. Het bepaalt dat de zoneconferentie ten minste twee keer per jaar bijeenkomt. Het wordt ter goedkeuring van de WBE-Raad voorgelegd.

Art. 71. In afwijking van de artikelen 5 tot 8 en 29, zijn de artikelen 64 tot 70 van toepassing op de WBE-Raad gekozen naar aanleiding van de hernieuwing van het Parlement als gevolg van de verkiezingen van 26 mei 2019.

Art. 72. Onverminderd de bepalingen van dit decreet, in afwachting van de uitvoering van artikel 32 zijn de besluiten van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren en van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, van toepassing onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen die door de Regering vastgesteld worden.

Art. 73. In afwachting van de uitvoering van artikel 63 worden de personeelsleden aangesteld door de Regering, in overleg met de Secretaris-generaal van het ministerie en de WBE-algemeen bestuurder, onder het ambtsgezag van de WBE-algemeen bestuurder geplaatst voor zover ze in de sfeer handelen van de bevoegdheden die aan WBE toegewezen worden overeenkomstig dit bijzonder decreet.

Tijdens deze periode zetelen de directeurs-generaal van de diensten bedoeld in artikel 63, § 1, tweede lid binnen het directiecomité van WBE bedoeld in artikel 25. In afwachting van de aanstelling van de WBE-algemeen bestuurder vervangt de van WBE-Raad hem.

Art. 74. § 1. In afwijking van artikel 17 wordt de eerste algemeen bestuurder aangesteld in een betrekking van rang 17 in de zin van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, door het Parlement, met inachtneming van de volgende procedure :

1° het Parlement bepaalt het ambtsprofiel van de algemeen bestuurder. Het ambtsprofiel bevat de nauwkeurige definitie van de algemene beheersopdrachten en de algemene doelstellingen die bereikt moeten worden ;

2° het Parlement lanceert een oproep tot kandidaten door elk geschikt middel van bekendmaking.

Deze oproep vereist inzonderheid de indiening van een beheerplan door elke kandidaat ;

3° een college van vier externe deskundigen aangesteld door het Parlement brengt hem een advies uit over elke kandidatuur binnen een termijn van één maand ;

4° na advies van dit college en na, in voorkomend geval, de kandidaten te hebben gehoord, bezorgt het Parlement de Regering een rangschikking van drie kandidaten die hij de meest geschikte kandidaten acht ;

5° de Regering stelt de de WBE-algemeen bestuurder aan met inachtneming van de rangschikking bezorgd door het Parlement binnen de twee maanden na de ontvangst van deze rangschikking.

De procedure bedoeld in het eerste lid wordt opgestart binnen de tien dagen na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. De Regering kan aan de WBE-algemeen bestuurder een managementstoelage toekennen die tussen 0 en 20 % van zijn wedde begrepen is. Ze wordt elke maand betaald. Onder wedde wordt verstaan de jaarlijkse geïndexeerde wedde die in de maand december van het lopende jaar betaald wordt.

§ 3. In afwijking van artikel 18 loopt het mandaat van de WBE-algemeen bestuurder aangesteld met toepassing van paragraaf 1 ten einde op 30 juni van het jaar volgend op het jaar waarin de eed wordt afgelegd van de leden van een nieuwe regering als rechtstreeks gevolg van een tweede hernieuwing van het Parlement naar aanleiding van de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 75. § 1. In afwijking van artikel 22 kunnen de directeurs-generaal aangesteld worden in een rang 16 in de zin van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, door de Regering met inachtneming van de volgende procedure :

1° de Regering bepaalt een ambtsprofiel voor elk ambt van directeur-generaal. Het ambtsprofiel bevat de nauwkeurige definitie van de algemene beheersopdrachten en de algemene doelstellingen die bereikt moeten worden ;

2° voor elk ambt van directeur-generaal lanceert de Regering een oproep tot interne en externe kandidaten door elk geschikt middel van bekendmaking. Deze oproep vereist inzonderheid de indiening van een beheersplan door elke kandidaat ;

3° voor elk ambt van directeur-generaal bezorgt een college samengesteld uit vier externe deskundigen die door het Parlement en de administrateur-generaal aangesteld worden, indien het al aangesteld wordt, hem een advies over elke kandidatuur binnen een termijn van één maand ;

4° voor elk ambt van directeur-generaal, legt het Parlement een voorselectie van hoogstens drie kandidaten aan de Regering voor ;

5° voor elk ambt van directeur-generaal stelt de Regering een directeur-generaal aan binnen de maand van de ontvangst van de voorselectie van de kandidaten.

De procedures bedoeld in het eerste lid kunnen opgestart worden tien dagen na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* tot de verkiezing van de WBE-raad.

§ 2. In afwijking van artikel 23 loopt het mandaat van de directeur-generaal aangesteld overeenkomstig paragraaf 1 ten einde op 30 september van het jaar volgend op het jaar waarin eed wordt afgelegd van de leden van een nieuwe regering als rechtstreeks gevolg van de tweede hernieuwing van het Parlement naar aanleiding van de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 76. De administrateur-generaal van WBE en de directeurs-generaal aangesteld overeenkomstig de artikelen 74 en 75, alsook de personeelsleden die op 1 september 2019 overgedragen overeenkomstig artikel 63, § 1, eerste lid, worden onder het ambtsgezag van de Regering geplaatst tot de verkiezing van de eerste de WBE-raad.

Art. 77. In afwachting van de uitvoering van artikel 11, § 3, 7°, zijn de zones de tien geografische zones bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Art. 78. Tot de vereffening van de eerste jaarlijkse dotatie waarborgt de Regering de middelen voor de werking van WBE.

Art. 79. Tot de volledige uitvoering van de overdrachten bedoeld in het tweede lid, artikel 63, § 1, stelt de Franse Gemeenschap WBE lokalen gratis ter beschikking die nodig zijn voor de uitoefening van haar bevoegdheden.

Art. 80. Voor het afsluiten van eerste beheersovereenkomst, in afwijking van artikel 36, tweede lid, bezorgt de WBE-algemeen bestuurder die aangesteld wordt ten gevolge van de uitvoering van artikel 74, een ontwerp van beheersovereenkomst aan de Regering op 31 december van het jaar volgend op dat waarin eed wordt afgelegd van de leden van een nieuwe regering naar rechtstreekse aanleiding van de hernieuwing van het Parlement.

Art. 81. In afwijking van artikel 38 :

1° wordt het bedrag bedoeld in artikel 38, 1° vastgesteld op 1.889.096 euro in 2019 en op 8.754.177 euro in 2020. In 2020 wordt het bedrag aangepast volgens de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen;

2° mag het bedrag bedoeld in artikel 38, 2° 2.306.907 euro in 2019 en 6.920.596 euro in 2020 niet overschrijden. In 2020 wordt het bedrag gebonden aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen, de evolutie van de barema's zoals bedoeld in het statuut aangenomen door de Regering, de evolutie van de pensioenlast van de statutaire pensioenen van de ION, de verandering van het administratief statuut van de personeelsleden.

Het bedrag van de loonkosten, verhoogd met 17 %, van elk personeelslid dat is aangewezen voor opdrachten behorend tot de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, dat vastgelegd wordt tussen 1 januari 2019 en 31 augustus 2019 en aan WBE op 1 september 2019 overgedragen wordt, wordt in mindering gebracht op de bedragen bedoeld in het vorige lid 1° en toegevoegd aan de bedragen bedoeld in het vorige lid 2°.

Art. 82. In afwachting van de aanstelling van administrateur-generaal stelt de Regering de persoon aan die belast is met de administratieve maatregelen die nodig zijn voor de oprichting en de opstart van WBE.

Art. 83. Tussen 1 september 2019 en de verkiezing van de eerste WBE-raad oefent de Regering de bevoegdheden uit die toegewezen worden aan de WBE-raad door dit decreet.

Art. 84. De artikelen 60 tot 62 treden in werking op 1 september 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 februari 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie,
Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 737-1. - Commissieamendementen, nr. 737-2.- Commissieverslag nr. 737-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 737-4.- Tekst aangenomen tijdens de vergadering, nr. 737-5.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 737-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 februari 2019.